Vol 17 # 43 • Du 24 au 30 Avril 2024

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

VILLA D'ACCUEIL RECEVRA LE CONSEIL PRÉSIDENTIEL





Voir page 4

Le Conseil présidentiel de transition sera installé au bâtiment de la Primature, Villa d'accueil, dans la matinée du jeudi 25 avril 2024

LA CHEFFE DU BINUH DEVANT LE CONSEIL DE SÉCURITÉ



Voir page 3

Maria Isabel Salvador, représentante spéciale du Secrétaire Général des Nations-Unies et cheffe du Bureau Intégré des Nations-Unies en Haïti (BINUH), en visioconférence devant le Conseil de Sécurité des Nations-Unies le 22 avril 2024

Yon avyon militè meriken ateri maten an nan Ayewopò Entènasyonal Mayigate

Page 6

A Soft-Power Haitian "Control Body" is Proposed to Exert "Influence" in the U.S.-Guided Transition

Page 9



Comment « l'aide étrangère » américaine a contribué à déstabiliser Haïti : un entretien avec Jake Johnston !

Page 7



Le socialisme ou la ruine !

Page 10-11



Les étudiants de Colombia University poursuivent leur campement de solidarité avec Gaza

Page 17



Le pays malade des Etats-Unis d'Amérique !

Par Berthony Dupont

Dans le langage populaire haïtien, toutes les maladies ne sont pas naturelles, puisque, certaines auraient été fabriquées, instrumentalisées pour punir ou faire du mal à quelqu'un, sinon à un peuple, un Etat ou une nation quelconque. Est-ce le cas de ce que nous sommes en train de vivre dans la situation actuelle du premier pays africain indépendant des Amériques ?

C'est la situation d'Haïti, un pays né d'une révolution sociopolitique, qui a détruit les rapports de domination coloniale et esclavagiste. Il s'agissait du triomphe des idéaux favorables à la liberté d'un peuple travailleur et au développement d'un nouvel Etat. Depuis cette épopée, la nation haïtienne accusée par les grandes puissances d'alors d'être la porteuse d'un dangereux virus est menacée. Pour la sauvegarde des intérêts vitaux des classes dominantes internationales, il fallait éviter que ce peuple ne contamine d'autres peuples assujettis avec son virus de libération nationale.

Effectivement, Francisco de Miranda et Simon Bolivar ont été non seulement contaminés mais ont reçu aussi ce sérum de liberté en armes et en munitions pour parvenir à l'abolition et la libération des esclaves sous domination espagnole dans la Grande Colombie qui a donné naissance à ces trois Etats : l'Equateur, la Colombie et le Venezuela.

Quant à Haïti, c'est ce grand pays là, qui est tombé malade, atteint d'une pandémie destructrice de la part de ses pires ennemis. Depuis lors, il souffre d'une épidémie de mauvaise gouvernance et de corruption tous azimuts qui ont conduit l'Etat haïtien dans un total désarroi. L'occupation américaine de 1915 dans toute sa hideur a désorienté le pays devenu difficile à gouverner, de fait, impossible à anticiper les grandes tendances pour reconnaitre, au bon moment, les opportunités à saisir et les risques à prévenir. Des bataillons d'incompétents, d'insouciants et de dilapidateurs de tout acabit ont toujours été imposés par les puissances extérieures pour maintenir le statu quo. Devenu un pays appauvri, pillé, la population vit dans une extrême pauvreté et a le plus grand mal à trouver le chemin du développement économique et de la paix sociale.

Le pays a vécu des pires catastrophes naturelles et politiques de son histoire ce qui en fait, est le résultat d'une pauvreté abjecte créée par pratiquement deux siècles de domination impérialiste. L'acte criminel le plus tristement visible dont il a été victime reste l'instabilité politique chronique, couronnée de nouvelles tensions socioéconomiques et sécuritaires à n'en plus finir. Ceux qui ont toujours couru à son chevet et prétendent l'aider à se remédier sont les principales têtes pensantes qui lui ont tendu un piège. Leur staff médical étranger : des médecins étatsuniens, français et canadiens ne lui ont toujours prescrit que des médicaments préparés dans leurs laboratoires qui le conduiront à coup sûr vers une fin certaine s'il n'y a pas d'antidote. La maladie infectieuse qui frappe Haïti a été créée par les occidentaux, ces vampires qui veulent drainer tout son sang pour détruire tout d'abord son système immunitaire et ensuite l'empêcher de retrouver ses énergies et ses qualités d'antan.

Ils le mettent également dans l'incapacité de faire quoi que ce soit, même d'avoir de nouvelles idées de façon à s'adapter au présent pour enfin s'engager sur la voie du développement durable et de la stabilité politico-économique.

Malgré l'aide internationale et en dépit de nombreux programmes d'assistance technique, son cas s'est plutôt aggravé. Comme une malédiction, dorénavant, la capitale et certaines villes de province haïtienne ressemblent à des champs de ruines. En état de délabrement, voilà comment les anciens esclavagistes aiment contempler la beauté d'Haïti, celle qui fut, autrefois, la Perle des Antilles. Tout cela exprime le symbolisme, le cynisme et la malfaisance de l'impérialisme à l'égard du pays.

Bien que le capitalisme ait complètement échoué en Haïti, les ennemis d'Haïti viennent de parvenir à un léger saupoudrage pour rendre acceptable aux plus naïfs la politique déstabilisatrice de l'impérialisme. Ils se préparent à mettre en selle une solution réformatrice avec un Collège présidentiel taillé sur mesure. Un procédé cosmétique qu'ils ont en mainte fois imposé, de sorte que les problèmes fondamentaux demeurent entiers, inchangés. Ces neufs individus formant le Conseil présidentiel de transition ne sont que des récidivistes qui, dans le passé, sous la coupe de Washington, n'ont pas osé transformer la société haïtienne de manière à la remettre sur le rail.

Cette nouvelle transition étasunienne à laquelle la classe politique traditionnelle, n'a été invitée que pour cautionner la mesure, n'est que le pur produit de l'impérialisme. En vérité, elle ne représente aucun espoir pour les démunis et les opprimés haïtiens face à cette épidémie forgée par plus d'un siècle d'exploitation et d'oppression.

La réalité, si le mot révolution revient à sonner dans cette conjoncture, c'est parce que beaucoup de gens commencent à comprendre que la seule voie pour sauver le pays de sa maladie demeure un changement de type révolutionnaire. A ce compte, la tache des travailleurs est de renverser tout le système capitaliste en Haïti et c'est pour contrecarrer cette idée, de sorte qu'elle n'évolue pas, que les puissances impérialistes essaient toute sorte d'acrobaties.

Le traitement prendra du temps, mais nous sortirons coûte que coûte victorieux de cette épidémie dont souffre le pays. La seule solution est de compter sur les masses défavorisées et c'est dans cette perspective que s'inscrit la lutte du journal *Haïti Liberté*. Nous ne cesserons jamais de nous battre contre ces laboratoires produisant toutes sortes de maladies à l'encontre du pays. Nous ne poignarderons jamais la résistance populaire comme l'ont fait certains collabos aux puissances capitalistes. Notre devoir est de résister à la trahison de cette clique d'opportunistes avec toutes les armes politiques possibles pour débarrasser notre pays du mal qui le gangrène.

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

La cheffe du BINUH devant le Conseil de Sécurité



Maria Isabel Salvador

Par Marie Laurette Numa

Le lundi 22 avril 2024, au cours d'une réunion du Conseil de Sécurité des Nations-Unies sur Haïti, Maria Isabel Salvador, représentante spéciale du Secrétaire Général des Nations-Unies et cheffe du Bureau Intégré des Nations-Unies en Haïti (BINUH), s'est adressé en visioconférence devant le Conseil de Sécurité des Nations-Unies pour exposer l'état périodique de la situation en Haïti.

Elle s'est adressée à la présidente du Conseil en ces termes : *« Aujourd'hui, cela me fait de la peine de constater que tous les discours et appels n'ont pas empêché que certains des pires scénarios pour Haïti soient devenus réalité au cours des derniers mois et semaines. Au cours des deux séances privées que vous avez convoquées, le 6 mars et le 18 mars, j'ai fourni un compte rendu de la spirale de violence dramatique et sans précédent et sans fin dans le pays. Il est impossible d'exagérer l'augmentation de l'activité des gangs à Port-au-Prince et au-delà, la détérioration de la situation des droits humains et l'aggravation de la crise humanitaire. Pendant ce temps, seul un petit pourcentage, 8,1 pour cent, des 674 millions de dollars du Plan de réponse humanitaire 2024 pour Haïti a été financé. »*

Sur la question brulante de l'occupation étrangère ou de la mission multinationale de soutien à la sécurité avec des forces sous la direction du Kenya, elle a lancé un appel à la Communauté Internationale à ce que les promesses faites concernant ce déploiement soient confirmées tout en profitant d ' *« exhorter tous les États membres à continuer de financer le Plan de réponse humanitaire ; et sans plus tarder pour confirmer les contributions nécessaires au déploiement de la mission multinationale de soutien à la sécurité en Haïti. »*

Elle a fait remarquer que *« Le processus facilité par la CARICOM a créé des opportunités pour un nouvel arrangement de gouvernance transitoire qui devrait permettre un processus politique véritablement dirigé et pris en charge par les Haïtiens, conduisant à l'organisation d'élections inclusives, participatives et crédibles. J'exhorte une fois de plus les parties prenantes haïtiennes à mettre de côté leurs différences et apporter des résultats au peuple haïtien grâce à la mise en œuvre d'une feuille de route durable, limitée dans le temps et communément acceptée. »*

Elle profite de cette occasion pour applaudir les politiciens haïtiens qui ont été forcés de mettre de côté leurs divergences pour trouver une voie commune pour la restauration des institutions démocratiques, en particulier avec la création d'un Conseil présidentiel de transition.

« Je salue la publication, les 12 et 16 avril, des décrets exécutifs portant création du CPT et nommant ses membres. J'exhorte toutes les parties prenantes haïtiennes à mettre en place le plus rapidement possible les dispositions de gouvernance de transition envisagées, en particulier la nomination d'un Premier ministre et d'un gouvernement par intérim et la nomination rapide du Conseil électoral provisoire. »

Elle rappelle également que les chefs de gangs et autres fauteurs de trouble ont déclaré leur intention de perturber violemment le processus politique actuel. Les gangs ont lancé plusieurs attaques contre le Palais présidentiel, qui ont donné lieu à de violents affrontements avec la Police nationale haïtienne (PNH), faisant de nombreuses victimes.

Elle a salué la publication, le 12 avril dernier par le gouvernement démissionnaire du Premier ministre déchu Ariel Henry qu'elle soutenait démesurément, du décret créant le Conseil Présidentiel de transition (CPT) et elle a exhorté toutes les parties prenantes haïtiennes « *à mettre en place le plus rapidement possible les dispositions de gouvernance de transition envisagées, en particulier la nomination d'un Premier ministre et d'un Gouvernement par intérim et la nomination rapide du Conseil Électoral Provisoire (CEP).* »

Selon elle, *« le nombre de personnes dans le besoin n'a cessé de croître de façon exponentielle. Depuis le 8 mars, près de 100 000 Haïtiens ont quitté Port-au-Prince pour les régions, fuyant la violence des gangs en quête de sécurité. L'insécurité alimentaire reste également endémique dans tout le pays, la moitié de la population souffrant d'une grave insécurité alimentaire. Les multiples crises prolongées (politiques, sécuritaires, humanitaires) auxquelles Haïti continue de faire face doivent être résolues ensemble. La communauté internationale a un rôle de soutien à jouer. Mais ce n'est que grâce à un processus inclusif, participatif, crédible et transparent qui amènera le peuple haïtien à une nouvelle gouvernance démocratiquement élue que le développement durable deviendra une réelle possibilité pour le peuple haïtien. »*

Il semblerait après tout ce qu'a rapporté la cheffe du Binuh, qu'il y a possibilité pour que le pays retourne sur les rails démocratiques le plus vite qu'on espère.

Notre réponse à Mme la cheffe du Binuh, le pays retrouvera ses chemins de grandeur et de dignité, le jour où les forces obscures internationales dont vous faites partie, se retireront du territoire haïtien pour laisser aux citoyens conscients et conséquents le droit de diriger leurs destinées. Les forces internationales ne vont en aucune circonstance résoudre les causes profondes de la crise haïtienne, elles l'effondreront davantage dans l'abime et le chaos comme l'avait fait la Minustah.

La misère, la pauvreté, le chômage permanent ravageant les quartiers ouvriers et l'exploitation capitaliste des ressources du pays cesseront au moment où les capitalistes n'auront aucune influence sur les vrais dirigeants, ceux qui ne sont pas des soumis, et qui n'ont pas été imposés par les vautours occidentaux.

Mais jusqu'à quand ces hypocrites réactionnaires au service des puissances exploitantes cesseront de bluffer le peuple haïtien ?

Le jour où le peuple rebelle finira par les mettre à la porte !



L'Onu : arrêtez votre génocide en Haïti ! Vive le peuple haïtien !



Les contributions financières seront nécessaires pour la reconstruction et le développement du pays. Non au déploiement de la mission multinationale kenyane de soutien à la sécurité en Haïti.

Villa d'Accueil recevra le Conseil présidentiel

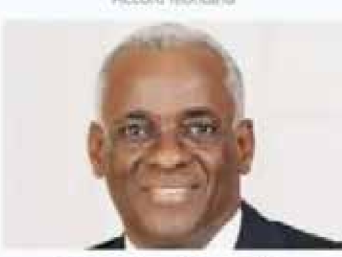


















Les 9 membres du Conseil présidentiel de transition

Par Isabelle L. Papillon

Le Conseil présidentiel de transition ne sera pas installé au Palais National à Champ de mars, mais bien au bâtiment de la Primature, Villa d'accueil située dans le quartier luxueux à Bourdon dans la matinée du jeudi 25 avril 2024. C'est un concerné, un membre du conseil présidentiel, le lavalassien Leslie Voltaire qui a annoncé la nouvelle.

Cette mesure semblerait-elle a été prise juste après le rapport donné par la visite d'une délégation composée de Leslie Voltaire, Himmler Rebu et Raymond Jeanty de sorte qu'ils évaluent la zone entourant le palais. La délégation a rencontré le Secrétaire Général de la Présidence Josué Pierre Louis et l'administrateur du Palais National. En fin de compte, le palais national, la maison de la présidence n'a pas été choisie pour être souillé par des conseillers présidentiels aux ordres de la Caricom et du Département d'Etat des Etats-Unis. Ainsi, sous prétexte d'insécurité, ils préfèrent de se rendre au bureau de leur collègue de facto, l'ex-Premier Ariel Henry.

Le corps diplomatique et consulaire sera présent et chaque conseiller aura droit à 10 invités seulement pour éviter un embouteillage de gens de façon à éviter que les mesures de sécurité ne soient pas dépassées avec une avalanche de personnes. Car il y aura un bon nombre présent non seulement pour assister à la cérémonie mais pour essayer aussi de faire passer une petite note de demande d'emploi comme ministre, directeur et autres.

Ce n'est pas étonnant puisque rien n'a changé, c'est la même chanson de corruption qu'on va continuer à entendre par-ci par là. Et la crise continuera et s'aggravera de plus en plus puisque les impérialistes ne peuvent rien résoudre dans l'intérêt des masses populaires haïtiennes. Il n'y aura aucune amélioration d'emplois, de salaires, de sécurité alimentaire, de logements décents, d'éducation et de soins de santé pour les masses laborieuses.

En effet, cette mesure de ne pas investir les 9 hommes présidentiels préparés et bien formés par la Caricom au Palais national peut paraitre insignifiante, mais symboliquement ne va-t-elle jouer en leur défaveur face aux autres larrons politiques issus du même système, mais en désaccord catégorique avec le projet de Collège présidentiel ?

Par ailleurs, l'élection du président ou coordonnateur de ce Conseil qui devrait avoir lieu le mardi 22 avril a été renvoyée à cause de l'absence de l'un des conseillers en l'occurrence le représentant du groupe Montana Fritz Alphonse Jean. Est-ce du marronnage ou pas? De toute façon, le rendez-vous est fixé, que juste après l'installation, du 25 avril 2024, on procédera à la nomination ou l'élection par vote de celui qui aura la tache de conduire ce Conseil.

Les principaux candidats à ce poste sont Gérald Gilles, Fritz Alphonse Jean, Leslie Voltaire et Edgard Leblanc Fils. Le discours de circonstance de ce jour sera fait par la Conseillère, Régine Abraham.

C'est une autre étape que va connaitre le pays, mais ce ne sera pas la fin, tout au temps où le peuple n'aura pas pris en main sa destinée de bouleverser de fond en comble ce système pourri. C'est la seule issue à la crise pour les masses ouvrières haïtiennes.

Théova Milfort : En grève de faim pour sensibiliser le monde sur la crise humanitaire qui sévit en Haïti





Kouman pou mwen konnen si yo te chwazi m nan lotri a?

Reponn: Tout aplikan/kay ki seleksyone nan lotri a pral resevwa yon notifikasyon pa lapòs. Lè w chwazi nan lotri a pa vle di w ap apwouve pou asistans.

Kisa ki ka fè m pa elijib pou Pwogram Seksyon 8 la?

Men kèk nan rezon ki ta afè w pa kalifye pou w fè pati pwogram nan:

Antesedan kriminèl:

HHA analize antesedan kriminèl tout aplikan yo. Yo ka refize aplikasyon w lan si li montre ke ou ka pa yon lokatè apwopriye dapre règleman HHA a. Yo rejte aplikan yo otomatikman pou sèten krim, tankou:

- Fabrikasyon ak pwodiksyon Metanfetamin nan Lojman Piblik oswa yon lòt kote
- Ofans seksyèl ki mande enskripsyon delenkan seksyèl

Pandan ke yon dosye kriminèl pa pral otomatikman ekskli yon aplikan nan konsiderasyon, li se yon kritè enpòtan. Pou detèmine si w kalifye, HHA pral konsidere dosye arestasyon yon aplikan ak sikonstans atenyant tankou reyabilitasyon siksè.

Estati Migratwa:
Ou pa bezwen yon sitwayen Ameriken pou aplike pou lojman, men yon fanmi bezwen gen omwen yon manm nan konpozisyon fanmi an ki se swa yon sitwayen oswa ki gen yon estati migratwa elijib pou resevwa asistans lojman dapre Etazini. Règleman Depatman Lojman ak Devlopman Iben ("HUD").

Dèt ou dwe yon Otorite Lojman Piblik:
Nenpòt dèt yo dwe HHA oswa nenpòt otorite lojman piblik ap anpeche moun ki fè aplikasyon yo aplike avèk siksè jiskaske dèt la repeye nèt.

Sispansyon preyalab nan pwogram nan:
HHA ap refize aplikasyon yo si nenpòt manm nan kay la te revoke nan nenpòt pwogram Seksyon 8 nan senk (5) dènye ane yo.

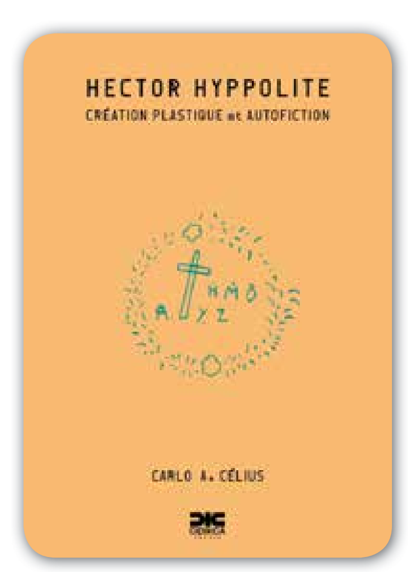
Pa rive bay enfòmasyon:
Fanmi an pa rive bay enfòmasyon HHA oswa HUD detèmine li nesesè.

Fo Enfòmasyon
Fanmi an pa bay enfòmasyon konplè ak egzak.

Èske gen frè pou aplikasyon (yo)?

Reponn: Non. Pa janm gen yon frè pou aplike. Tanpri pa bay okenn lajan oswa enfòmasyon pèsonèl a nenpòt òganizasyon ki ka kontakte ou.

« Hector Hyppolite. Création plastique et autofiction » de Carlo A. Célius



Par Wiener Kerns Fleurimond

Il n'y a pas à sortir de là, l'ouvrage de Carlo A. Célius sur le peintre haïtien Hector Hyppolite est un ouvrage scientifique. Historien, historien de l'art, l'auteur est Directeur de recherche au CNRS (Centre national de la Recherche Scientifique) en France. Après une série de publications sur l'art, Carlo A. Célius devait s'attaquer à ce monstre sacré de l'art pictural haïtien, Hector Hyppolite, l'un des plus connus, avec Philomé Obin, des peintres d'Haïti depuis sa sortie du Centre d'Art haïtien fondé à Port-au-Prince en 1944 par l'américain Dewitt Peters. Pour présenter cet ouvrage, il faut être un spécialiste en la matière, ce que je ne suis pas. Néanmoins, dans la rubrique « *Vient de paraître* » du journal *Haïti Liberté*, je ne saurais passer sous silence ce merveilleux ouvrage de cet auteur, peintre lui-même, étant passé par l'ENARTS (École Nationale des Arts) à Port-au-Prince, avant de poursuivre ses études en France jusqu'à devenir Directeur de recherche au CNRS. Une consécration.

Une reconnaissance internationale pour son savoir dans cette discipline. Effectivement, Carlo A. Célius ne nous a pas déçus dans ce dernier opus intitulé « *Hector Hyppolite. Création plastique et autofiction* » paru aux Éditions CIDIHCA France à la fin de l'année dernière. Comme toujours, avec Carlo, il s'agit d'une double publication. L'ouvrage proprement dit accompagné d'un livre annexe sous forme de notes de bas-de-pages dans lesquelles on apprend autant sinon plus sur le sujet traité par l'auteur. Il faut dire que le monde de l'art, notamment le monde de l'histoire de l'art, attendait un tel ouvrage de la part de cet érudit en art plastique qui, depuis des années, ne cesse d'approfondir la connaissance de tous ceux s'intéressent à l'art pictural en général. Pour cet ouvrage sur ce pionnier des grands peintres haïtiens, l'auteur pousse à l'extrême ses recherches qu'on peut qualifier de prouesses intellectuelles. Certes, tous les peintres haïtiens, connus ou méconnus, même ceux qui refusent de le prendre pour modèle, connaissent Hector Hyppolite découvert par Peters.

Mais, l'on peut être certain que ce travail que vient de livrer Carlo A. Célius dépasse de loin tous les travaux déjà réalisés sur ce peintre qui a impressionné les plus grands philosophes, notamment André Breton ou des grands peintres étrangers comme le cubain Wifredo Lam, jusqu'à pousser le critique d'art Serge Saint-Jean à se questionner sur ce « célèbre et méconnu » que fut Hector Hyppolite. En effet, l'auteur ne fait pas un travail d'inventeur des œuvres du peintre le plus connu d'Haïti. D'autres l'ont déjà essayé, tel est le cas de Serge Saint-Jean en 1973. En revanche, par ses recherches et ses trouvailles, Carlo A. Célius, lui, tente de restituer à la curiosité du profane et des savants confirmés ce qu'ils croient et croyaient connaître de ce peintre que rien ne prédestinait à devenir ce qu'il était devenu. D'emblée, l'auteur de « *Langage plastique et énonciation identitaire. L'invention de l'art haïtien* », paru chez Presse de l'Université de Laval (Québec), l'un de ses précédents ouvrages, toujours en quête de l'art profond, nous laisse penser qu'il est perpétuellement à la poursuite du graal dans le domaine de l'art et que son appétit est insatiable.

Dieu merci, il va de découverte en découverte. Comme cette photographie d'Hector Hyppolite prise le 8 juin 1948 par Pierre Verger sur son lit mortuaire publiée dans cette somme de plus de 300 pages. Un document sur le plan iconographique d'une valeur capitale dont l'auteur avoue ne jamais avoir entendu parler auparavant. Mais qu'il finit par découvrir dans le cadre de ses recherches sur ce peintre hors du commun compte tenu de l'époque où il a émergé parmi tant d'autres aussi talentueux les uns que les autres pour en sortir le « premier » de la classe. Dans « *Hector Hyppolite. Création plastique et autofiction* », Carlo A. Célius nous livre un ouvrage contemplatif, enrichissant et instructif dans la mesure où l'auteur tenait à combler ses lecteurs de découvertes inédites de quelques œuvres d'Hector Hyppolite qui, malgré sa grande renommée internationale depuis son vivant, continue encore aujourd'hui à ne pas faire l'unanimité parmi les peintres haïtiens d'hier et d'aujourd'hui.

Celui qui fut le porte étendard de la peinture haïtienne des années 40 jusque longtemps après sa mort en juin 1948 est victime de ce qu'on peut appeler l'« *haïtianité* » de l'art pictural haïtien dès l'essor de la peinture haïtienne justement au cours des années 40. Malgré lui, Hector Hyppolite fut enfermé dans cette école de pensée dite « *naïve* » et la création du Centre d'Art sous l'impulsion de Dewitt Peters n'a pas arrangé les choses. Pire, le nouveau Temple de l'art haïtien l'a même encouragé à poursuivre dans cette école de pensée. Il a encouragé, amplifié et galvanisé jusqu'à vouloir l'imposer comme « pensée unique » dans le domaine des arts plastiques en Haïti. Or, l'intégration d'un Hector Hyppolite autodidacte dans le cercle de Peters qui s'était entouré des inconditionnels de cet art dit « *Naïf* » pour désigner l'art haïtien avait profondément marqué les œuvres d'Hector Hyppolite devenu l'un des enfants choyés du Centre d'Art et de Dewitt Peters lui-même admiratif du talent fou de ce paysan devenu le peintre le plus demandé que ce soit dans la capitale haïtienne, mais aussi à Paris, Londres, New-York, Bruxelles, Amsterdam, etc.

Mais, il n'y a pas que le style dit « *Naïf* » d'Hyppolite qui le cataloguait dans le registre des peintres du Tiers-monde. Il y a cette obsession de ce peintre, il n'est pas le seul à l'époque. D'ailleurs, jusqu'aujourd'hui, nombreux sont les peintres haïtiens qui ne s'identifient que par la représentation du « vaudou » dans l'art plastique d'Haïti. Hector Hyppolite qui fut pionnier dans le genre, peut-être par éducation, influence culturelle ou familiale, sortait rarement de cet enfermement dont il assumait pleinement la responsabilité en jouant sans discernement le jeu. Il revendiqua son appartenance au monde du vaudou. Il se disait *Hougan* (Prêtre vaudou). Ses œuvres sont en grande partie des représentations de ce monde invisible et mystérieux symbolisé par toutes sortes de *loas* (dieux) dans la religion vaudou. De ce choix assumé, Hector Hyppolite n'arrivait point à s'en départir. De fait, il était devenu un avant-gardiste, apôtre de cette « peinture naïve » revendiquée par le Centre d'Art dès sa fondation. Un enfermement que certains jeunes peintres, dès le début et ce jusqu'à aujourd'hui, vont contester de la manière la plus radicale.

D'où la scission qui a eu lieu au sein du Centre d'Art deux ans seulement après sa création entre les partisans de l'« *haïtianité* » de l'art plastique d'Haïti revendiquée par la première école autour de Dewitt Peters et ceux, notamment le peintre Dieudonné Cédor, Jacques Gabriel et quelques autres, voulant se démarquer de la vision fort réductive, selon eux, pour donner une autre perspective à l'art haïtien en général. Ainsi, Carlo A. Célius rappelle la création d'un nouveau courant de pensée relative au classement de l'art haïtien et sa vision globalisée ou universelle. C'est le Foyer des Arts Plastiques qui sera l'éclaireur et l'ambassadeur en Haïti de la « Nouvelle vague » en matière de l'art pictural.

L'auteur, dans son « *Hector Hyppolite. Création plastique et autofiction* », relate que pour marquer leur refus face au dirigisme établi par le Centre d'Art, « un grand nombre d'artistes s'en sépare et fonde en 1950 le Foyer des Arts Plastiques dont le manifeste réfute tout dirigisme, tout enfermement, toute définition restrictive de l'art et de l'identité, tout exclusivisme naïf ». Ces frondeurs ou universalistes ne vont pas les mains mortes, ils décèlent dans les dirigeants du Centre d'Art une sorte de mercantilisme sournois dont l'envie ou la tendance serait de produire des artistes rien que pour satisfaire les amateurs d'art étrangers. L'auteur fait mention que « les dirigeants du Centre d'Art, sont accusés, notamment par les peintres Dieudonné Cédor (1925-2010) et Jacques Gabriel (1934-1988), de former des routiniers capables de produire des images répondant au goût des touristes étatsuniens ».

En effet, il est intéressant de savoir que, sur la classification de la peinture haïtienne dite « *naïve* », il existe un vrai débat qui ne date pas d'aujourd'hui. Dès l'origine, en effet, il y a eu deux écoles luttant énergiquement avec des arguments plus réceptifs et plus censés sur comment qualifier la peinture haïtienne. Carlo A. Célius, comme certains d'entre nous, avait visité en 2014 à Paris, l'exposition « Haïti, deux siècles de créations artistiques » au Grand Palais du 19 novembre 2014 au 15 février 2015.

Il est revenu sur cette polémique entre ces deux écoles sur le positionnement de la peinture haïtienne en Haïti ou dans la diaspora qui est loin de trouver le chemin d'une trêve artistique ou culturelle. D'ailleurs, cette exposition et la mise en lumière avec ce coup de projecteur sur l'art plastique d'Haïti dans la capitale française n'étaient pas la première et elles ne seront sans doute pas la dernière qui nourrira la polémique. Mais, comme l'a souligné l'auteur dans ce très enrichissant livre sur Hector Hyppolite dont je recommande vivement la lecture, tant l'ouvrage est riche, magistralement documenté et illustré, cette exposition a été l'occasion pour les pros et anti Hector Hyppolite de sortir la « hache de guerre ». Carlo A. Célius, en fin scientifique et peintre lui- même, n'a pas voulu prendre position.

Il se contente de rapporter les faits tout en essayant de comprendre la position des uns et des autres sur un sujet relevant d'une part du nationalisme culturel « *haïtianité* » de l'art et d'autre part du génie artistique haïtien relevant de l'humain et de l'universalité de l'art revendiqué par les sécessionnistes du Foyer des Arts plastiques dès 1950. Au Grand Palais, durant les trois mois qu'avait durée l'exposition sur l'art haïtien, les débats ont été rudes. Durs. Violents entre les protagonistes. Personnellement, j'avais assisté en profane à des joutes d'une rare violence entre les partisans et les anti-Hector Hyppolite concernant ses tableaux de *Gédé*, de *loas* et autres figures de la divinité vaudou, représentations mystiques ou à caractère religieux du Maître. L'auteur, en tant que spécialiste et imbibé de culture artistique, rapporte dans son livre un pan de la polémique suscitée par le peintre Mario Benjamin à propos de cette exposition qui, selon celui-ci, a eu un mélange de genres.

Ce grand artiste peintre qu'on présente souvent comme l'un des chefs de file de l'art contemporain haïtien ne comprenait pas pourquoi l'on continue de présenter Hector Hyppolite comme le summum des peintres d'Haïti, tout en tentant de trouver les prétextes poussant les Commissaires d'exposition à s'intéresser aux œuvres de celui-ci. Carlo A. Célius fait état d'une intervention de Mario Benjamin faite lors d'une émission à radio *France culture* à l'occasion de l'exposition du Grand Palais. Un court extrait qui en dit long sur ce que pense l'artiste de son lointain prédécesseur « s'il faut que je m'identifie à quelqu'un j'enlèverais bien Hector Hyppolite par exemple de cette exposition. Je me sentirais beaucoup plus léger parce que je n'ai aucun rapport avec ce mec, (…) c'est quelqu'un qui est dans son délire vodou apparemment, c'est ce qu'il dit, est-ce vrai, est-ce que c'est pas vrai, je m'en fous, tout ce que je sais, c'est que je ne m'identifie pas à son travail ». Le moins que l'on puisse dire, Benjamin est loin de la route qu'avait prise l'immense peintre Hector Hyppolite.

Il a dit qu'il ne se reconnaît pas dans l'œuvre de celui-ci. Mario Benjamin est loin d'être le seul à ne pas vouloir rester dans ce stéréotype de « peintre vaudou » comme le veulent la plupart des Commissaires d'exposition de peinture sur Haïti. Célius qui, toujours dans sa quête de comprendre et en tant que chercheur, veut trouver où se cache le diable dans les détails, cite en exemple d'autres peintres confirmés qui recuisent l'apport et l'influence du vaudou dans leurs œuvres. C'est le cas de Patrick Vilaire racontant son calvaire avec les Musées et autres Commissaires qui voulaient toujours une petite représentation vaudou dans l'œuvre d'un artiste haïtien pour être accepté dans leurs expositions.

Il y a Ronald Mevs qui a fait le grand voyage l'année dernière. Jusqu'à son dernier souffle, il s'est toujours opposé à cette image, cette vision vicieuse. Tant d'autres peintres de grand talent à l'instar de Gabriel Civil ou encore Vladimir Cybil refusent l'épithète de peintre touristique « *Tourist art* » qu'on veut à tout prix coller sur les pinceaux des artistes haïtiens.

L'ouvrage de Carlo A. Célius apporte un éclaircissement sur bien de stéréotypes dans lesquels certains voient l'art pictural haïtien. Certes, ce livre de Carlo porte spécifiquement sur Hector Hyppolite, mais les travaux ne restent pas à cette thématique. L'auteur de « *Création plastique d'Haïti. Art et culture visuelle en colonie et post-colonie* » (Éditions Maison des sciences de l'homme, Paris) va encore plus loin.

En lisant cet ouvrage, même si vous ne portez pas sur l'art *stricto sensu,* Carlo A. Célius, avec sa façon très pédagogique de restituer la connaissance acquise tout au long de ses pérégrinations à travers divers pays : Haïti, France, Etats-Unis, Canada en quête d'éléments capables de vous faire aimer l'art, arriverait certainement à vous initier. Non seulement, il parviendrait à vous éclairer sur cette science, à travers « *Hector Hyppolite. Création plastique et autofiction* » il vous poussera à vous intéresser à la culture en général. Outre les documents et les informations fournis, l'ouvrage en lui même est un petit musée personnel, tant il comporte d'innombrables reproductions de tableaux du maitre de qui il dresse un portrait peu connu du grand public qu'il soit haïtien ou étranger intéressé à l'art plastique d'Haïti en général et à Hector Hyppolite en particulier. C'est toute la vie de l'artiste qui a été passée au crible par un Carlo A. Célius, méticuleux, accrocheur et parfois drôle.

Comme à la page 292 où il rapporte la conversation de l'artiste avec une journaliste, Edith Efron Bogat, à propos de ses *loas* qui lui avaient donné la permission de se consacrer exclusivement à la peinture. Je vous laisse le soin de lire la suite…En tout cas, c'est aussi depuis sa nouvelle demeure à Port-au-Prince, dénommée : *Ici Station Peintures* que Hector Hyppolite s'identifia comme l'un des peintres les plus en vue du pays et confirmait ainsi son statut social dans le « Tout Port-au-Prince culturel et artistique » d'une élite en effervescence. Bravo à Carlo A. Célius pour m'avoir fait redécouvrir celui qui a donné à Haïti sa première lettre de noblesse en matière des arts plastiques et en même temps placé le pays dans le concert des nations à vocation culturelle en général et artistique en particulier.

Hector Hyppolite. Création plastique et autofiction de Carlo A. Célius est une publication de CIDIHCA France, parue en décembre 2023.

WKF



De gauche à droite Frantz Voltaire des éditions du Cidihca et Carlo A. Célius à la maison de l'Amérique Latine à Paris,

Eklips solèy 8 avril pase a



Eklips solèy 8 avril pase a

J. Fatal Piard

Gen moun ki menm rive di menm eklips solèy la tèlman pè Ayiti, li pa menm vini. Lè w gade vre tout gade m gade m pat janm rive wè ki kote eklips solèy la pase. Ta sanble l te kache pou n pat ka rive wè l. Enbyen nan ka eklips sa k te gen pou l pase Ayiti ta sanble yo te ranvwaye l pou yon lòt lè. Fòk nou sonje presize eklips solèy la se lè lalin nan deside mete barikad nan papòt solèy la gwo jounen pou n ka pa wè l pandan yon bon ti bout tan.

Konn gen kèk ka konn se yon eklips pasyèl kote lalin nan pa fin bare solèy la nèt. Sa vle di l ap parèt fènwa men reyon vyolèt ak enfrawouj solèy la ap toujou parèt. Kòm se yon fenomèn ki pa rive souvan, sa vle di tou grenn je n pa prepare pou sityasyon sa a yo. Kidonk piga n plede kale grenn je n plede gade l konsa piske li fènwa epi sa pral fè reyon vyolèt yo ap jwenn baryè lib pou pote boure tout anndan nannan grenn je nou si n al gade solèy la.

Linèt ki ka pwoteje n

Si w ta mete nenpòt ti linèt nwa epi al konprann sa sifi pou pwoteje w kont reyon enfrarouj yo, ou twonpe w anpil anpil. Linèt nwa sa a yo pat janm fèt pou sa vre. Okontrè y ap fè je a konprann plis fè nwa li pral ouvri plis epi fè reyon enfrawouj yo pral jwenn baryè lib pou yo anvayi je a nèt. Gen linèt ki fèt pou sa menm. Se linèt ki reponn pou sa a yo rele OIS 12312-2. Se li ki bay je a bonjan pwoteksyon kont limyè enfrawouj. Si yon moun pa ta gen linèt sa nou sot di w la a fè respè w tande. Piga n kale je n pou nou gade solèy la nan je, lè n tande gen eklips. Nou tande ? Paske je n se de je nan tèt nou !

Yon avyon militè ameriken ateri maten an nan Ayewopò Entènasyonal Mayigate



Avyon C-130 sa a te ateri nan kapital la jou madi 23 Avril la

Jou madi 23 Avril 2024 la, yon avyon militè ameriken te ateri nan Ayewopò Entènasyonal la. Daprèsa kèk jounalis rapòte se pwovizyon pou pèsonèl ak pou reprezantasyon diplomatik meriken nan Pòtoprens lan li te pote.

Depi 29 fevriye 2024, tout aktivite te kanpe nan Ayewopò Entènasyonal la Pòtoprens lan, akoz mouvman Deyò, Deyò nèt ki te voye Premye minis Ariel Henry al kanpe lwen nan peyi etranje.

Kòmandman Sid Etazini an, ki baze nan Doral, te di nan yon deklarasyon, se yon avyon « Air Force » pou wotasyon pèsonèl yo te planifye pou sipòte anbasad meriken an nan Pòtoprens. Kòmandman Sid la te kontinye pou l di : Sekirite ak sipò pèsonèl k ap rive Ayiti yo pral ede asire Anbasad meriken an rete ouvè pou operasyon yo kontinye.

Pou anbasad la kapab "rete konsantre sou avanse efò gouvènman meriken an ap fè pou sipòte pèp ayisyen an. Pou demantibile pèp ayisyen an pito ! Se yon bann sipò ki mobilize pou Polis Nasyonal Ayiti ak Fòs Lame Ayisyen yo, pou kapab kreye kondisyon pou eleksyon lib e jis.

Avyon C-130 sa a te ateri nan kapital la kèk semèn apre Prezidan Joe Biden te anonse l ap voye èd plizyè milyon dola zam ak minisyon pou sipòte Polis Nasyonal Ayiti a.

Asasina jij Ketel Maxime

Jij Kétel Maxime, te sasinen jounen maten madi 23 avril 2024 la. Se yon latriye endividi ame, nan komin Pilat ki fè krim sa a jisteman nan yon lokalite ki rele "Nan Siklèt".

Jij la te sou yon moto taksi, li ta pral travay nan tribinal lapè nan komin Pilat la.

Etazini depòte 52 ayisyen an Ayiti

Apeprè senkant ayisyen ki te ilegalman Ozetazini te depòte jedi nan peyi yo Ayiti. Se yon total 40 gason ak 12 fanm ki te debake Jedi nan ayewopò entènasyonal Okap la, nan yon peyi ki fènwa epi ki anba yon kriz grav, Meriken sanfwanilwa ranmase moun yo voye Ayiti tankou fatra y ap voye jete.

52 konpatriyòt sa yo, ki soti nan divès zòn nan peyi a, te vwayaje al Meksik, Brezil, Nikaragwa ak Chili pandan plizyè ane. Yo te entèsepte, yo te fòse yo mete aparèy GPS sou cheviy yo menm lè yo te nan prizon. Dapre kowòdonatè ONM la, Kerwing Augustin, moun ki retounen sa yo te an vyolasyon lalwa meriken.



Avyon ki te pòte 52 konpatriyòt nou yo

Tanbou kreyòl

(pwèm pou 4 podyòl ak de wòch)

Tanbou mache di
sa-m pa ka pote
ma kapote-l
sa-m pa ka
sa-m pa ka
ma ka
trakatap katap ka
trakatap katap ka
GOUDOU GOUDOU GOUDOU
plop
plop
plop
Gen tanbou
se ak zo mò pou bat yo
pou bri a sèk rèk
Apre ou bat vant yo
pou fè yo pale
GOUDOU GOUDOU GOUDOU
plop
plop
plop
pou fè yo pale
pou nèg isit nèg lòtbò
sispann lage chèy pay
anba sab lanmè
trakatap katap ka
ma ka
sa-m pa ka
ma ka pote-l
san-m pa kapote-l
Tanbou-m bat la
Tanbou-m bat la
wa karese-l ak men ou
wa karese-l ak kò-w
Mo kreyòl yo se tanbou-m
Tanbou m'bat la rèk
Tanbou m'bat la sèk
Tanbou yo mache di
san timoun san granmoun
depi anro jouk anba
San timoun, san granmoun
tout lajè tout longè
tout lage lan lari aklè
Se yon lame fizi atè
ki pa veye frontyè
ki pa veye lanmè
se yon lame san lonè
yon lame pèyè
san peyi
k'ap gaspiye on divital
rafal katafal
catafales
pou fè moun pè
Se yon lame pèpè
lòt ame abiye dezabiye
a klè
Tanbou mache di
sa-m pa kapote
wa ka pote-l
wa kapote-l
si-m pa ka pote-l
sa-m pa ka
sa-m pa ka
wa ka
trakapap katap ka

Georges Castera Fils

Comment « l'aide étrangère » américaine a contribué à déstabiliser Haïti : un entretien avec Jake Johnston !



Programme d'aide alimentaire de l'USAID en Haïti

Une recrudescence de la violence des gangs en Haïti a conduit à la démission du Premier ministre Ariel Henry. En utilisant massivement l'aide étrangère pour intervenir dans la politique haïtienne, le gouvernement américain porte une responsabilité importante dans l'instabilité actuelle d'Haïti.

Le tremblement de terre de 2010 en Haïti a entraîné des pertes dévastatrices en vies humaines, en abris et en moyens de subsistance. Plus de deux cent mille personnes sont mortes dans le pays, 1,5 million se sont retrouvées sans abri et plus de 7 milliards de dollars de dégâts ont été subis dans la zone touchée. L'ampleur des destructions causées par le séisme a été compensée par un afflux d'aide étrangère. Aux États-Unis, la collecte de fonds pour la crise a atteint des proportions sans précédent, certaines sources estimant que près de la moitié de toutes les familles américaines ont fait un don aux efforts de secours.

Cependant, une grande partie de cet argent n'a pas servi à nourrir, à loger et à soutenir le redressement financier des Haïtiens. L'Agence américaine pour le développement international (USAID), par exemple, a distribué 130 tonnes de semences génétiquement modifiées – données par le géant chimique Monsanto – dans le cadre d'un programme d'aide coûteux destiné aux agriculteurs ruraux. Mais les agriculteurs haïtiens n'avaient pas besoin de semences étrangères : ils avaient besoin d'argent. Et pour une fraction du coût du programme de l'USAID, les donateurs étrangers auraient pu acheter toute l'aide alimentaire nécessaire auprès des producteurs de riz locaux, relançant ainsi l'économie rurale.

Dans son nouveau livre, Aid State: Elite Panic, Disaster Capitalism, and the Battle to Control Haiti, Jake Johnston propose une histoire d'un siècle d'aide en Haïti. Il montre que le tremblement de terre haïtien, loin d'être un désastre unique, a été un point d'inflexion dans l'histoire d'un pays dont l'expérience de l'occupation et de l'ingérence étrangère a souvent été dissimulée sous couvert d'aide. Arguant avec force contre l'intervention de type américain qui a donné la priorité aux mesures de « stabilité », il fait valoir qu'Haïti a besoin de l'autodétermination pour prospérer.

À la suite d'une recrudescence de la violence des gangs en Haïti au début du mois – qui a conduit à la démission qui vient d'être annoncée du Premier ministre Ariel Henry – Cal Turner et Sara Van Horn se sont entretenus avec Johnston pour Jacobin sur les origines de la crise actuelle, la ligne fine entre aide et occupation, et les perspectives actuelles et futures d'autonomie de l'État haïtien.

Sara Van Horn : Pouvez-vous parler des interventions américaines immédiatement après le tremblement de terre de 2010 en Haïti ?

Jake Johnston : La réponse initiale des États-Unis et du monde entier a été fortement militarisée. La priorité était de neutraliser les menaces potentielles à la sécurité nationale : les vagues de migrants quittant Haïti et tentant d'entrer aux États-Unis, ainsi que les cinquante mille citoyens américains en danger vivant en Haïti.

Les principales préoccupations étaient de limiter cette migration et d'évacuer les citoyens américains, ce qui nécessitait de déployer autant de moyens militaires que possible dans la région. Il y avait de gros transporteurs et des bateaux au large d'Haïti et des milliers de soldats arrivaient.

Mais la plupart d'entre eux n'ont jamais mis les pieds en Haïti : ils sont restés au large, ce qui visait autant à empêcher les gens de quitter Haïti qu'à apporter quelque chose à ceux qui y étaient encore. Les avions volant à basse altitude diffusaient en créole : « *Si vous envisagez de quitter le pays, ne le faites pas. Nous allons vous renvoyer immédiatement* ». C'est là qu'allaient les ressources américaines.

Malgré l'approche militarisée des États-Unis, ce qui s'est passé après le tremblement de terre n'a pas été une explosion de violence ; c'étaient des Haïtiens qui se rassemblaient pour s'aider eux-mêmes. Les premiers intervenants n'étaient pas des étrangers. Les premiers intervenants étaient des Haïtiens aidant leurs voisins et leurs communautés, apportant par exemple de la nourriture des communautés rurales à Port-au-Prince. Les interventions étrangères peuvent souvent perturber ces formations locales d'entraide.

Tourneur Cal : Dans le livre, vous expliquez comment la vulnérabilité aux catastrophes naturelles et les résultats des interventions en cas de catastrophe sont fortement déterminés par la politique et l'histoire. Pourriez-vous parler plus généralement de l'aide en cas de catastrophes naturelles ? Comment ça marche et où est-ce que ça échoue ?

Jake Johnston : Il existe de nombreuses manières pour l'aide étrangère d'entrer dans un pays. Il existe une aide bilatérale officielle : le type d'argent qui vient des gouvernements donateurs par l'intermédiaire d'agences comme l'USAID. Il existe également un espace humanitaire plus large alimenté par des dons privés. Enfin, il existe un mécanisme d'aide par l'intermédiaire des grandes banques de développement, comme la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement.

L'aide après le tremblement de terre a largement contourné le gouvernement haïtien et les institutions locales et est allée aux ONG étrangères – dont beaucoup n'étaient pas présentes auparavant dans le pays – et aux sociétés de développement américaines. Lorsque nous pensons à l'aide humanitaire, nous pensons souvent aux ONG, mais la réalité est que l'aide bilatérale est dominée par des entreprises à but lucratif. Elle a été externalisée au cours des dernières décennies et les fonctions de l'USAID sont désormais gérées et gérées par des entrepreneurs privés qui opèrent dans un but lucratif. Ce sont les plus grands acteurs qui ont reçu un financement du gouvernement américain après le tremblement de terre.

Mettre l'argent entre les mains des populations locales n'est pas seulement efficace pour répondre aux besoins sur le terrain – parce que les gens sur le terrain savent de quoi ils ont besoin – mais cela stimule également l'économie locale. Si vous contournez et affaiblissez les organisations locales, cela aura des conséquences à long terme.

La réalité est que l'aide internationale a déjà eu un impact énorme sur Haïti au cours des décennies précédentes. Au moment du tremblement de terre, jusqu'à 80 pour cent des services publics en Haïti étaient aux mains du secteur privé : ONG, banques de développement, entreprises privées, groupes religieux, etc. L'externalisation de l'État s'était déjà produite en 2010.

Sara Van Horn : Quelle a été la priorité en termes d'aide après le séisme, et pourquoi ?

Jake Johnston : La priorité générale était la stabilité : la stabilité plutôt que la démocratie, la stabilité plutôt que le développement. Cette décision était ancrée dans la conviction que la stabilité pouvait conduire à ces choses-là.

Mais nous devons prendre du recul et nous demander : la stabilité pour qui ? Ce n'était pas pour le peuple haïtien. C'était pour certains acteurs politiques et économiques.

Cela s'est manifesté de différentes manières. Le parc industriel de Caracol a été le projet phare de reconstruction juste après le séisme. Attirer une grande entreprise textile étrangère en Haïti est devenu une priorité pour les États-Unis et d'autres acteurs de la communauté internationale.

Mais où a finalement été construit le parc industriel de Caracol ? Au nord du pays, loin de la zone réellement touchée par le séisme. Ce projet n'était pas une fourniture directe d'aide aux personnes touchées par le tremblement de terre.

Cette évolution a eu un impact sur d'autres projets d'aide à long terme. Par exemple, il y a eu un vaste programme de logement parrainé par les États-Unis en Haïti après le tremblement de terre, initialement conçu pour construire des maisons pour les personnes déplacées par le tremblement de terre à Port-au-Prince et dans ses environs. Mais les seules maisons qui ont été réellement construites étaient destinées à loger les travailleurs du nouveau parc industriel du nord du pays.

Il s'agissait d'une priorité politique pour les États-Unis, qui contrastait avec les besoins des habitants de Port-au-Prince qui n'avaient pas de toit. Plus d'un million de personnes ont été déplacées et des maisons sont en construction à des heures d'ici, dans le nord.

Tourneur Cal : Pourriez-vous donner un aperçu de base de l'histoire haïtienne des XXe et XXIe siècles en relation avec l'intervention américaine ?

Jake Johnston : Les États-Unis ont occupé Haïti pendant dix-neuf ans à partir de 1915. Ils ont radicalement remodelé la société haïtienne, consolidant le pouvoir dans la capitale et créant l'armée, qui a accédé au pouvoir après l'occupation.

À la fin des années 1950, il y a eu une quasi-élection – certainement pas libre et équitable ni impliquant une large participation – de François Duvalier, qui a inauguré une dictature de trois décennies que les États-Unis ont soutenue pendant de nombreuses années. Un facteur important était la proximité d'Haïti avec Cuba. Duvalier était un anticommuniste convaincu, c'est pourquoi les États-Unis ont soutenu une dictature en Haïti comme contrepoids à Fidel Castro à Cuba.

En 1986, la chute de Duvalier a marqué le début d'une période de gouvernements militaires et de processus électoraux avortés qui ont culminé avec l'élection en 1990 de Jean-Bertrand Aristide, un théologien de la libération, qui est arrivé au pouvoir dans un bouleversement total des attentes. Il est resté neuf mois au pouvoir avant d'être renversé par un coup d'État militaire.

Les États-Unis ont imposé un embargo à la junte militaire arrivée au pouvoir, mais certains membres de ce gouvernement étaient à la solde de la CIA et, à la suite du coup d'État, des escadrons de la mort se sont formés pour terroriser la population – dont certains des dirigeants avaient également relations avec la CIA. Indépendamment de la politique officielle, il existait tous ces autres mécanismes et outils avec lesquels les États-Unis sont intervenus dans le gouvernement d'Haïti.

L'administration [de Bill] Clinton a envoyé des troupes en Haïti pour rétablir au pouvoir Aristide, déchu, en 1994, et elles ont été bien accueillies par le peuple haïtien. Il semblait que cela pourrait créer une nouvelle voie à suivre.

Mais c'est là que d'autres interventions économiques sont également entrées en jeu, car le retour d'Aristide était assorti de conditions. Ces conditions étaient l'adoption de politiques économiques néolibérales, qui ont eu des conséquences extrêmement dommageables pour l'État et le peuple haïtiens.

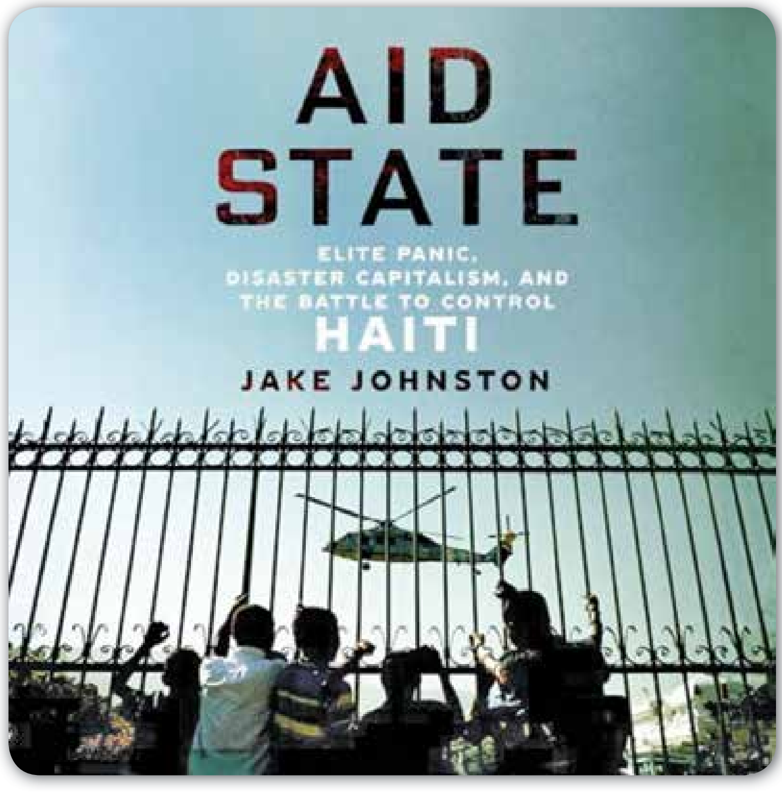
Lorsque George W. Bush a pris ses fonctions en 2001, de nombreux responsables américains qui avaient œuvré pour renverser Aristide sous l'administration de son père sont revenus au pouvoir et ont repris le même modèle. Les États-Unis ont bloqué les prêts des banques multilatérales de développement comme la Banque interaméricaine de développement et ont réduit leurs propres dépenses d'aide à Haïti.

Cela a culminé avec le renversement d'Aristide en février 2004, où il a été embarqué dans un avion américain et envoyé en exil. Il a été maintenu en exil en Afrique du Sud sous la pression du gouvernement américain et n'est revenu en Haïti qu'en 2011 – l'administration [de Barack] Obama a tenté de faire pression sur le gouvernement sud-africain pour qu'il ne le laisse pas retourner en Haïti, mais n'a finalement pas réussi.

Nous accordons de l'aide aux gouvernements que nous aimons, nous retirons l'aide aux gouvernements que nous n'aimons pas : de cette manière, nous déstabilisons l'environnement politique, nuisons à certains gouvernements, aidons d'autres gouvernements ; construisez-en certains, détruisez-en d'autres. C'est ainsi que les États-Unis utilisent les outils du soft power pour intervenir politiquement.

Sara Van Horn : Pourriez-vous nous parler de la manière dont l'aide a été utilisée pour soutenir les objectifs militaires américains ? Et quelle est la place de l'immigration ?

Jake Johnston : La grande ironie est que nos politiques semblent, d'une part, être fortement motivées par la prévention des migrations, et pourtant, ce sont nos politiques qui sont également, dans leur très grande majorité, responsables de la création de migrations. Les deux périodes de plus grand investissement international en Haïti, les années 1980 et immédiatement après le tremblement de terre de 2010, ont également été les deux périodes de plus forte migration hors d'Haïti. Il faut se demander : nos politiques visant à empêcher la migration sont-elles un échec total, ou la prévention de la migration n'est-elle pas vraiment la motivation des États-Unis ?



En Haïti, on croit que les États-Unis veulent simplement arrêter toute migration en provenance du pays. Mais je pense que cela passe à côté de la cible sur un point important : la survie de l'État aidant, un État vidé qui protège certains intérêts, dépend de la migration.

Haïti dépend encore plus des envois de fonds que de l'aide étrangère. Sans la possibilité de permettre aux gens de quitter Haïti, l'état actuel

suite à la page(16)

Transition en Haïti, un dossier politique pour la Caricom !



La Caricom a conduit à la formation d'un Conseil Présidentiel de Transition (CPT)

Par Catherine Charlemagne

(2e partie)

Dans cette deuxième partie, nous poursuivons le décryptage du dossier politique de la Caricom en Haïti qui a conduit à la formation d'un Conseil Présidentiel de Transition (CPT) la semaine dernière et que son installation au Palais national demeure problématique jusqu'à maintenant. Tout le monde dans le pays, en effet, était fort surpris d'entendre que les Éminentes Personnalités de la Communauté des Caraïbes annonçaient qu'elles reviendraient à Port-au-Prince dans le cadre des Pourparlers avec des antagonistes de la Transition. Etonné d'autant plus que cela ne faisait pas plus d'un mois que ces mêmes émissaires avaient laissé le pays sur un troisième échec consécutif après plus d'une semaine de tentative pour convaincre les acteurs politiques à se mettre d'accord sur un hypothétique consensus. Que s'était-il passé ? Et pourquoi les trois anciens Premiers ministres : Dr Kenny D. Anthony (Sainte Lucie), Perry Christie (Bahamas) et Bruce Golding (Jamaïque) avaient-ils décidé de revenir sur place et tenter une nouvelle fois d'arracher un Accord commun avec les acteurs ?

Surtout, qu'est-ce qui faisait croire aux Envoyés spéciaux de la CARICOM qu'ils pourraient réussir là où ils avaient échoué une semaine avant ? Si ces questions demeuraient sans réponse après l'annonce de leur retour dans la capitale haïtienne, pour autant, cette annonce avait suscité beaucoup de débats et particulièrement du scepticisme, dans la mesure où, à aucun moment, les acteurs n'avaient manifesté le moindre relâchement dans ce qu'ils croyaient être la meilleure attitude pour remporter la victoire. La surprise était encore plus grande chez les observateurs politiques qui ne comprenaient vraiment pas ce retour précipité du Groupe d'Éminentes Personnalités, alors même que le document intitulé « Projet cadre de la Transition » qu'ils avaient soumis à l'ensemble des acteurs pour débat après leur départ avait été rejeté dès sa présentation par les principales entités.

Mais, la population était curieuse de voir le résultat de ce quatrième voyage en Haïti de ces Éminentes Personnalités qui semblaient donner plus d'intérêts à la négociation qu'aux acteurs haïtiens eux-mêmes. Ainsi, leur arrivée était annoncée dans le pays pour le mercredi 6 décembre 2023 et devait s'étaler jusqu'au 14 décembre, soit le plus long séjour de ces messieurs à Port-au-Prince depuis la constitution de ce groupe de personnalités de la Communauté caribéenne servant de facilitateurs entre le Premier ministre Ariel Henry, ses amis de l'Accord du 21 décembre, la Société civile, le Secteur des affaires et les autres entités qui constituent les oppositions. Selon ce qui s'était annoncé, le GEP allait venir pour discuter avec les protagonistes de la Transition du document qui, d'après les émissaires, aurait été une formidable ébauche de compromis politique afin de résoudre la crise et déboucher sur un Accord définitif entre le gouvernement et l'opposition plurielle.

Dès le départ, tout au moins dès l'annonce de leur retour, le débat sur le « Projet cadre de la Transition » qui n'a jamais cessé s'était amplifié dans les médias et chaque camp commençait à peaufiner ses arguments. Si les partisans de la première Transition post-Jovenel Moïse voyaient une opportunité dans ce retour précipité pour avancer sur le projet, du côté des oppositions, c'était tout le contraire. La quasi-totalité des leaders de l'opposition plurielle invitée dans la presse ne parlait que d'un document monté au profit de l'ex-locataire de la Primature, puisqu'il avait confirmé le Premier ministre Ariel Henry dans ses fonctions et un « Collège présidentiel avec des prérogatives de pouvoirs exécutifs si possible. » Toute la semaine précédant l'arrivée du Dr Kenny D. Anthony, Perry Christie et Bruce Golding à Port-au-Prince, l'opposition avait démonté pièce par pièce le document démontrant par A+B, selon les responsables politiques, que la CARICOM était en service commandé et que la mission du GEP était de maintenir au pouvoir Ariel Henry et les signataires de l'Accord du 21 décembre.

D'emblée, le Groupe Montana appelait les émissaires à revoir leur copie.

Pour ce groupe, plusieurs points du « Projet cadre de la Transition » méritaient des corrections et s'opposaient carrément à ce qu'il appelle le partage du gâteau. Plusieurs formations de cette Coalition mettaient une fin de non-recevoir à ce texte donnant au préalable 40% de nominations à Ariel Henry sans tenir compte de son groupe, l'Accord du 21 décembre. « Il s'agit d'un pays, pas d'un gâteau, où l'on peut choisir de diviser comme cela nous enchante » estimaient ces leaders. Patrick Joseph, pour sa part, avait vu une manœuvre de la CARICOM pour donner un avantage à l'ancien chef de la Transition avant même que commencèrent les négociations. Faisant partie de l'Accord de Montana, Patrick Joseph estimait aussi que l'élargissement du Haut Conseil de la Transition (HCT) que proposaient les émissaires était trop étendu, il fallait revoir ce point.

Même son de cloche pour l'ancien député Serge Jean-Louis qui croyait qu'aucune solution durable ne pourrait y avoir lieu avec Ariel Henry à la Primature, puisque la situation du pays s'était aggravée depuis les 30 mois du gouvernement de celui-ci. En revanche, des acteurs comme l'ex-sénateur Gérald Gilles - aujourd'hui membre du Conseil Présidentiel de Transition (CPT) - se disaient déjà prêts à parapher le document après quelques modifications dont la réduction des membres du Conseil de Transition (CT) qui devait remplacer le HCT qu'avait proposé la CARICOM. « Je suis optimiste à l'idée qu'on va sortir une fois pour toutes de cette impasse politique, qui nous condamne à vivre en boucle les mêmes choses. Je suis prêt à signer le document une fois modifié » avançait Dr Gérald Gilles.

D'autre part, diverses organisations politiques faisant partie d'une cohorte de coalitions annonçaient qu'elles étaient disposées à aller à la discussion et si possible favorables à un accord politique si les conditions étaient réunies. Mais, par avance, ces organisations politiques qui étaient toutes signataires de plusieurs Accords, avaient rejeté le « Projet cadre transitionnel » qui, selon elles, favorisait le maintien de l'équipe de Ariel Henry en place. Ils étaient nombreux les partis politiques qui se sont exprimés ainsi, notamment, OPL, Unir Haïti, Mopod, GREH, PHTK, Lapeh, Pitit Dessalines, tous membres du Collectif du 30 janvier. Les responsables de ces partis soupçonnaient les Éminentes Personnalités de travailler sous l'influence des Etats-Unis qui, de toute évidence, leur dicte la marche à suivre.

C'est dans cette atmosphère polémique que devait arriver les Envoyés spéciaux de la CARICOM, le mercredi 6 décembre 2023. Le lendemain, jeudi 7, la mission devait entamer les discussions avec les acteurs séparément avant de tenter de les réunir dans ce fût à l'hôtel éponyme qu'eut lieu les rencontres. En dépit de diverses autres entretiens et tête-à-tête ayant eu lieu avec les Éminentes Personnalités de la CARICOM durant 7 jours et 6 nuits, ce sont les positions du Groupe de Montana et celles des tenants de l'Accord Kabibe qui avaient attiré l'attention. Et pour cause. Ce sont ces deux entités politiques qui représentaient les véritables forces politiques capables de débloquer ou poursuivre la crise politique post-Jovenel Moïse.

Montana qui dispose d'un Bureau chargé des négociations avec l'ensemble des acteurs locaux et internationaux avait désigné cette cellule - Bureau de Suivi de l'Accord (BSA) - pour porter ses revendications auprès du Groupe d'Éminentes Personnalités et les autres protagonistes durant ce cycle de pourparlers. C'est le chef de ce BSA, Jacques Ted Saint-Dic, qui était à la manœuvre. D'emblée, il entamait tambour battant les discussions avec les autorités de la CARICOM et le reste des participants. Des discussions qui n'étaient pas allées très loin, puisque, selon Ted Saint-Dic, très vite, il avait remarqué que les convictions des émissaires étaient faites. En clair, ils se positionnaient du côté du Premier ministre Henry en refusant de revenir sur le cas de celui-ci à la tête du pouvoir. Pour Jacques Ted Saint-Dic, ce « Projet de cadre transitionnel pour Haïti » ne s'agit ni plus ni moins que d'un piège. C'est une manœuvre pour empêcher de partir celui que personne ou du moins que très peu d'acteurs politiques en Haïti veulent garder à la Primature.

Dans un long communiqué à la presse après un premier entretien avec les GEP, les Responsables de l'Accord de Montana, à travers leur Bureau de Suivi de l'Accord, avaient donné leur *pays. La Communauté internationale, dans l'une de ses composantes la plus proche d'Haïti en regard de l'histoire et de la géographie, a raté encore une fois l'occasion de faire montre de respect de la dignité du peuple haïtien, en se laissant aller à vouloir lui imposer les dirigeants et les solutions de son choix, selon son propre agenda inavoué et inavouable» écrit le BSA dans le communiqué.* » Pourtant, malgré la position radicale du Groupe Montana, cela n'avait pas empêché les émissaires de poursuivre les discussions séparément avec les autres acteurs. D'ailleurs, le jeudi 7 décembre 2023, il y avait eu un début de pourparlers avec quelques acteurs en présence de celui qui était toujours Premier ministre, Ariel Henry. Celui-ci y a participé en tout cas. Il avait assisté le 7 décembre à une première séance de discussion en compagnie des membres de son Accord dit 21 décembre sans vraiment prendre la parole. Tandis que le Groupe représentant la Société civile dans ces discussions se disait ouvert à la discussion en prenant acte du document ouvert au débat.

« Le document vise à faire avancer le prochain round des négociations politiques, tenant compte des efforts formels et informels consentis depuis plusieurs mois. Le document de procédure de négociation proposé par le GEP de la CARICOM répond globalement aux standards d'une négociation » avait confirmé ce groupe de la Société civile la veille des plénières annoncées. En guise d'encouragement ou de pression, selon les points de vue, ce même jeudi 7 décembre, le jour de l'ouverture des pourparlers avec les acteurs, le Secrétaire général des Nations-Unies, Antonio Guterres, et le Secrétaire d'Etat adjoint des Etats-Unis pour les Affaires de l'hémisphère occidental, Brian A. Nichol's, dans un Communiqué et un message sur le compte **X** disaient apporter tout leur soutien aux efforts des Éminentes Personnalités de la CARICOM en Haïti afin de trouver un compromis entre les différents protagonistes de la Transition.



Les 9 membres du Conseil Présidentiel de Transition (CPT)

un tête-à-tête dont l'exercice avait déjà montré ses limites. Comme annoncé, en effet, durant toute une semaine, c'est-à-dire, du jeudi 7 au mercredi 13 décembre 2023, il y a eu un véritable marathon, sinon une course contre la montre, entre les émissaires et l'ensemble des acteurs partie prenante de la crise de la Transition.

Du Secteur privé des affaires au Secteur économique en passant par le reste de la Société civile haïtienne et bien entendu toutes les entités politiques, tous avaient mené des entretiens à l'hôtel Montana où les anciens Premiers ministres Dr Kenny D. Anthony (Sainte Lucie), Perry Christie (Bahamas) et Bruce Golding (Jamaïque) recevaient à la queuleuleu les élites de ce pays dans le but ultime de les porter à signer un document, en vérité, dans lequel seul l'ancien Premier ministre Ariel Henry et les membres de l'Accord du 21 décembre avaient trouvé leur compte. Mais, dans cette affaire, tous les regards étaient tournés vers le Groupe Montana que la Providence voulait que sentiment de ce qui était en train de se passer. *« Le Bureau de Suivi de l'Accord Montana estime que cette décision du GPE, sans offrir une ouverture, renforce le point de blocage que représente la présence du Premier ministre dans les discussions, car elle prive les parties prenantes haïtiennes de leur droit de débattre du rôle du Premier ministre de fait dans la solution pour le déblocage de la crise, en suscitant le doute de sa sincérité à faciliter une résolution de la crise haïtienne. Le « Projet de cadre transitionnel pour Haïti » confirme que le Groupe des Personnalités Eminentes s'éloigne de sa mission de facilitateur des négociations entre les parties prenantes haïtiennes. En effet, le GPE présente une proposition fermée qui reflète exclusivement la position d'un acteur pour lequel il prend fait et cause, en ignorant totalement les positions exprimées par d'autres parties prenantes.*

Ce document se révèle inacceptable au regard de l'ampleur et de la complexité de la crise que subit le

« Le Secrétaire général exprime son plein soutien aux efforts du Groupe de Personnalités Éminentes de la Caricom et du Bureau intégré des Nations-Unies en Haïti (BINUH) pour faciliter des solutions durables et appropriées par les acteurs nationaux à la crise politique en Haïti. Le Secrétaire général est préoccupé par les progrès limités du dialogue inter-haïtien vers une solution politique durable et inclusive pour restaurer les institutions démocratiques du pays. Le Secrétaire général souligne l'importance d'un accord sur la restauration des institutions démocratiques - prévoyant des élections crédibles, participatives et inclusives - pour parvenir à un État

suite à la page(16)

A Soft-Power Haitian "Control Body" is Proposed to Exert "Influence" in the U.S.-Guided Transition



USAID headquarters in Washington, DC. : "USAID's Civil Society Strengthening Program (CSSP) for Haiti, with a budget of $15 million, plans to fund 250 Haitian 'civil society organizations' or CSOs."

by Travis Ross

(The second of three parts)

In Part One, Ross shows how United States Institute for Peace (USIP) writers like Keith Mines and Nicolás Devia-Valbuena telegraph Washington's foreign policy months in advance, prompting other sectors of the academic-military-industrial complex to churn out preparatory propaganda. Mines and Devia-Valbuena also outlined a "Council of Sages" 2.0, providing a framework for what would become the Transitional Presidential Council – TPC – that may soon appoint a transitional government to organize elections. However, a "privatized security force" would be required to install the TPC in Haiti's National Palace, they argue.



Emmanuela Douyon, another prominent NPD spokeswoman, previously worked for the NDI, an arm of the NED, which in turn is funded by the U.S. State Department and USAID.

Mines proposed a National Advisory Council (NAC) that ought to be established "one step down" from the TPC. He suggested that this NAC be made up of "20 individuals, an equal number of men and women, drawn from key areas of civil society and the country's departments, [and it] would be empowered with the mandate to bring new ideas, expertise, and awareness to the Presidential Council. In addition to the 10 departments, sectors could include agriculture, business, the diaspora, education, health, human rights, labor, religion, women, and youth."

The Washington-led negotiations (with CARICOM's assistance) which birthed the agreement creating the nine-member TPC provides for the creation of a National Advisory Council.

According to a report by Juno7, the "agreement provides for the creation of a control body of the Executive called the *Government Action Control Body* (*Organe de Contrôle de l'Action Gouvernementale* - OCAG)." OCAG's members will be named after "broad consultations by the Presidential Council with Haitian civil society organizations [CSOs] in the capital, the departments, and the diaspora."

OCAG will be composed of "15 members, including two designated by the diaspora, two by organizations defending the rights of women and young people, two for the department of the West, and one for each of the other nine departments."

OCAG, whose role is to advise the TPC, is nearly exactly what Mines proposed.

Mines and others in the U.S. deep state are aware of the various Haitian organizations who receive funding from USAID programs and National Endowment for Democracy (NED) grants. These organizations receive funding because they facilitate U.S. interests in Haiti. A handful of these organizations will likely provide spokespeople to sit on OCAG as advisors to the TPC.

USAID and the NED - Planting Seeds for Compliance with U.S. Policy

For example, USAID's Civil Society Strengthening Program (CSSP) for Haiti, announced on Oct. 21, 2022, has a budget of $15 million. USAID plans to fund 250 unnamed Haitian CSO "partners" under the CSSP program.

A U.S. Embassy press release explained that the CSSP's goal is to "strengthen the capacity of Haitian civil society organizations, including faith-based organizations, local groups, and those working with the diaspora that are registered and operating in Haiti."

"There is a critical need" for Haitian CSOs to collaborate and "expand their impact" and "their influence on public policy and decision-making," the press release explained. One of the CSSP's main objectives is to "support productive working relationships between civil society organizations and development actors including, but not limited to, local/central government, the private sector, and major donors."

While the 250 Haitian CSOs have yet to be identified, Counterparts and Papyrus, the two organizations implementing the CSSP in Haiti have, have begun working implementing the first phase of the CSSP.

The NED also funds several organizations inside Haiti but recently scrubbed from its website the names and information of several of its grantees in Haiti. The NED has also not published information what funding it has given Haitian organizations over the past two years.

The NED funds organizations in Haiti which either endorse U.S. foreign policy or do not oppose U.S. hegemony. An in-depth analysis of the NED's funding for Haitian CSOs and human rights groups is available in an article for the *Black Agenda Report*: The NED's Role in Undermining Democracy in Haiti.

Some of these CSOs and "human rights" groups, funded either by the NED or USAID through the CSSP, will provide spokespeople or leaders who can dutifully parrot U.S. State Department talking points or, at the very least, not challenge U.S. foreign policy in Haiti.

Careful attention ought to be provided to whether members selected for OCAG represent organizations who receive funding from foreign governments or other institutions such as the NED and the Open Society Foundations.

Haitian organizations like FOKAL and the RNDDH, funded by the NED and Open Society Foundations, support U.S. foreign policy in part by explicitly endorsing neoliberal reforms.

The Canadian government, a CORE Group member, also provides funding for CSOs in Haiti, often overlapping with other institutions and the U.S. government. For example, a recent investigation revealed that Canada provides funding to the RNDDH through a Canadian NGO. The RNDDH also receives funding from the NED and Open Society Foundations.

Selecting Millennial Haitians for OCAG

The activists who make up *Nou Pap Domi* (NPD) (We're Not Sleeping), a collective of Haitians dedicated to fighting corruption, came from the Petrochallenger movement that led massive protests inside Haiti in 2017 and 2018 against President Jovenel Moïse's government.

NPD is also a founding member of the coalition behind the Montana Accord.

The Montana Accord, once the main political rival to Henry's coalition, has since devolved into a CSO representing a sector of Haiti's bourgeoisie. The Montana Accord occupies one of the TPC's seven seats for voting members.

Many NPD members have since moved on to found organizations with funding from the Canadian government, the NED, the Open Society Foundations, and American Jewish World Services (AJWS), among others.

Consequently, these new organizations led by former NPD members do not fundamentally oppose U.S. hegemony in Haiti. Aside from backing the Montana Accord, these individuals often publicly support U.S. policy in Haiti.

One of NPD's foremost spokespersons, Pascale Solages, founded the feminist organization *Négés Mawon* with funding from several organizations, including Open Society Foundations, as well as the Canadian government, which has provided funding for *Négés Mawon* since its founding.cil includes Rosy Ducema of the NED-funded RNDDH and Yanick Lahens, a former member of the Group of 184. The U.S.-backed Group of 184 led "civil society" protests and opposition against President Aristide in the lead up to the 2004 coup d'état. According to Guy Philippe, elites within the Group of 184 financed the purchase of arms and ammunition for paramilitary forces which played a key role in the 2004 coup.

Emmanuela Douyon, another prominent NPD spokeswoman, previously worked for the NDI, an arm of the NED, which in turn is funded by the U.S. State Department and USAID. Later, she received an NED grant and funding from AJWS to found a "think tank" named *Policité*.

Douyon offered support for Washington's Global Fragility Act (GFA) at a Dec. 15, 2022 Alliance for Peacebuilding conference.

Jeffsky Poincy, another NPD member, signed the Kingston-Joint Accord on behalf of NPD. He also spoke at the Alliance for Peacebuilding conference, saying he was "glad Haiti is part of the GFA." Poincy is a program manager at Partners Global, a consultancy firm funded by the U.S. State Department, the Canadian government, the Open Society Foundation, and USAID.

Washington has also manufactured consent for U.S. policy in Haiti through other NED-supported groups, like *Initiative de la Société Civile* and OCAPH, which have also endorsed the Global Fragility Act.

Elections Managed by Washington and the CORE Group

Once a private security force (mercenaries) has installed the transitional government, the U.S. would have the Kenyan police-led Multinational Security Support Mission (MSS) deployed to secure key infrastructure and government buildings, starting with the airport. Plans are already underway to build a base for the MSS near Port-au-Prince's Toussaint L'Ouverture airport, the same area that the MINUSTAH was based. In a recent interview with the BBC, Brian Nichols said that he expects construction to begin "any day now" and that it will take "about a month to construct."

Next, the TPC will appoint and publish a list of people composing the Provisional Electoral Council within 60 days. The OCAG, consisting of representatives vetted by Washington, will likely be established soon after.

Washington has interfered in all of Haiti's elections following the 2004 coup that it backed to remove Aristide from power. USAID has a program in place to influence future Haitian elections. The Haiti Electoral Security and Support Program (HESSP), initiated in May 2023, has a budget of over $8.5 million.



Pascale Solages, a former Nou Pap Domi spokeswoman, founded the feminist organization Négés Mawon with funding from Open Society Foundations, as well as the Canadian government.

USAID funding for this program has been awarded through the Consortium for Elections and Political Process Strengthening (CEPPS), which claims to pool the "expertise of three premier international organizations," including the NDI and the International Republican Institute (IRI), NED tentacles. NDI and IRI representatives are part of the CEPPS' staff. The IRI played a key role in backing many Aristide opponents and founding the Group of 184, which was a central player in Haiti's 2004 coup.

Considering the many vectors that Washington has created to influence Haiti's eventual elections, it is very likely that any future polling held without curbing these groups will result in a government and parliament that will align with U.S. foreign policy and accept the deal offered by the GFA.



Jeffsky Poincy, another NPD member, is a program manager at Partners Global, a consultancy firm funded by the U.S. State Department, the Canadian government, the Open Society Foundation, and USAID.

Once the GFA is negotiated and installed, Washington will have a variety of strategies to control Haiti's future.

(To be continued)

LE SOCIALISME



Il n'y a que deux choix : Soit le socialisme, soit la ruine.

Par Vijay Prashad

Ce qui suit est un discours prononcé par Vijay Prashad lors du Rassemblement mondial pour un agenda social alternatif à Caracas, au Venezuela. Il a été légèrement modifié pour plus de longueur et de clarté.

Vijay Prashad a parlé du concept d'hyper-impérialisme et de la manière dont les peuples du monde doivent le vaincre.

Le monroisme est barbare. C'est brutal. Parfois, le mot impérialisme ne rend pas compte, émotionnellement, à quel point l'impérialisme est brutal, à quel point il est brutal, barbare et inconsidéré à l'égard de la vie des gens ordinaires. 50 000 personnes ont probablement déjà été tuées à Gaza. Il y a 7 000 personnes portées disparues. Parmi eux, 5 000 enfants, 15 000 enfants morts à Gaza – Une génération perdue.

C'est là la brutalité, l'insensibilité de l'impérialisme. Nous avons décidé, dans notre texte Hyper-Impérialisme, d'utiliser le terme hyper-impérialisme pour désigner une partie de cette brutalité, de cette barbarie. Vous voyez, le problème avec l'hyper-impérialisme, dirigé par les États-Unis, c'est qu'il est dangereux et décadent. C'est à la fois dangereux et décadent. Je voulais y consacrer quelques minutes avant d'aborder l'alternative car je pense qu'il est très important que nous reconnaissions le danger. Des décennies d'hyper-impérialisme – l'hyper-impérialisme est dangereux.

75 % des dépenses militaires mondiales sont dépensées par les États-Unis, leurs alliés de l'OTAN et leurs proches alliés comme le Japon et la Corée du Sud. 75 % des dépenses mondiales sont dépensées par les États-Unis et leurs alliés. Camarades et amis, je veux que vous réfléchissiez à cela. Quand les gens disent : eh bien, la Chine est une menace. Quand les gens disent que la Russie est une menace, de quoi parlent-ils ? La Chine est une menace – ce n'est pas une affirmation factuelle. La Chine est responsable de 10 % des dépenses militaires mondiales. Les États-Unis et leurs alliés financent 75 % des dépenses militaires mondiales. En quoi la Chine constitue-t-elle une menace ? En quoi la Russie constitue-t-elle une menace ? En quoi le Venezuela constitue-t-il une menace ? En quoi Cuba constitue-t-elle une menace ? Il n'y a qu'une seule menace pour la planète, et cette menace est l'hyper-impérialisme, une structure dirigée par les États-Unis et ses proches alliés européens. C'est la menace.

Le seul terroriste que nous ayons sur la planète est le gouvernement américain et ses proches alliés, dont Israël. C'est la menace. C'est le seul terroriste. C'est la principale menace à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui pour la planète. Mais c'est pire que ça. C'est dangereux. C'est pourquoi nous qualifions l'hyper-impérialisme de dangereux. Mais c'est pire que d'être simplement dangereux. C'est bien pire que ça. C'est aussi décadent.

Regardez ceux qui dirigent l'Occident. Joe Biden, Olof Scholz, Rishi Sunak, Emmanuel Macron. Aucune de ces personnes n'a gagné le respect des gens, où que ce soit dans le monde. Comment est-il possible que ces pays, avec leur immense richesse, ne puissent pas produire ne serait-ce qu'un seul dirigeant intelligent ? Comment est-il possible que chaque dirigeant du Nord soit médiocre ? Il est absolument incapable de finir sa phrase. Il ne s'agit pas de l'âge de Biden. Il y a beaucoup de gens qui ont 80 ans, 90 ans et qui sont extrêmement lucides. Ce n'est pas une question d'âge. Il ne s'agit pas de la brutalité de Donald Trump. Il y a beaucoup de gens brutaux dans le monde. Ils ne ressemblent pas tous à Donald Trump. Ce n'est pas comme Olof Scholz, qu'on ne voit même pas. Quand Olof Scholz entre sur scène, c'est presque comme s'il était une ombre. Il n'existe même pas. Au moins Angela Merkel a une personnalité. Olof Scholz n'a même pas de personnalité. Emmanuel Macron. Allez. Qu'est-ce que c'est? Comment la France a-t-elle produit Emmanuel Macron ? Le pays de la Révolution française. Le pays de la Commune de Paris. Le pays des philosophes comme Jean Paul Sarte. L'Europe ne produit plus de philosophes. Il n'y a pas de Hagel en Allemagne aujourd'hui. Il n'y a pas de Sarte en France. Il n'y a pas de véritables intellectuels produits aux États-Unis.

Le problème n'est pas l'âge de Biden, ni le manque de personnalité d'Olof Scholz. Le problème c'est qu'ils n'ont pas de projet. Ils ne savent pas ce qu'ils font. Ils ne comprennent pas la dynamique de l'humanité. Ils ne comprennent pas comment il faut transcender la pauvreté. Ils ne comprennent pas ce que cela signifie : un véritable projet pour éduquer nos enfants ou aider le monde. Nous avons assisté à l'effondrement complet du Nord global pendant la pandémie de COVID. Mais avant la pandémie de COVID, après la crise financière de 2008 – et ils ne se sont jamais remis de cette dépression de longue durée – nous avons vu les pays du Nord lutter contre des problèmes comme le sans-abrisme, avec des problèmes comme le racisme, l'homophobie, etc. Ils n'ont pas de projet. Ils n'ont pas d'idées nouvelles. En ce sens, ils sont décadents. Ils sont non seulement dangereux, mais aussi décadents. L'hyper-impérialisme est dangereux, oui. Ils ne construisent plus de ponts. Ils savent comment les faire exploser. L'hyper-impérialisme est dangereux, mais il est aussi décadent.



L'objectif de cette initiative est l'unité entre les peuples et un projet minimum commun issu de la vision révolutionnaire de l'ALBA TCP basée sur ces principes de solidarité dans le but de consolider une nouvelle alternative, ainsi que de proposer un agenda d'actions concrètes à affronter aux impérialistes.

Ils peuvent faire sauter le pont. Ils ne savent pas comment le construire. Ils ont l'argent pour le construire. Entre 35 et 40 000 milliards de dollars américains se trouvent dans des paradis fiscaux illégaux. Ils auraient l'argent entre les mains du public pour construire des ponts. Ils ne savent plus comment construire des écoles. Ils ne savent plus ce qu'est l'éducation. Ils ne comprennent pas les soins de santé. L'aspect décadent de l'hyperimpérialisme est très important pour nous. C'est important pour nous parce qu'ils essaient de convaincre le monde, parce qu'ils n'ont pas de projet, qu'il n'y a pas d'avenir. Ils essaient de convaincre le monde que ce que vous avez est ce que vous avez. Ce que vous avez maintenant est ce que vous aurez pour toujours. Rien ne peut être amélioré. Vous devriez avoir de la chance d'avoir ce que vous avez maintenant car cela peut empirer.

Toujours de l'austérité, toujours des coupes. Tu vas à l'école, tu devrais être heureux. Demain, il n'y aura peut-être pas d'école. Ce n'est pas un avenir. C'est un cadeau permanent. Cela pourrait même être un grand revirement vers le passé. C'est parce qu'ils n'ont pas de projet. Ils sont décadents. C'est parce qu'ils n'ont pas d'avenir à offrir aux gens. C'est à cause de cela qu'il y a tant de désespoir dans le monde. Il y a tellement d'énergie toxique. Autant de mouvements de droite. Les mouvements de leur droite se développent dans un environnement où il n'y a pas de projet pour le peuple, pour nous. Ceux d'entre nous qui croient au peuple, ceux d'entre nous qui croient en la possibilité d'un avenir, il ne suffit pas de critiquer. Il ne suffit pas de critiquer le danger et la décadence des dirigeants mondiaux du Nord. Il ne suffit pas de les critiquer. Nous sommes très doués pour critiquer. Nous sommes les meilleurs critiques anticapitalistes. Nous savons dire non. Nous savons comment les combattre. Nous savons leur dire non. Mais si nous voulons construire le plus grand mouvement au monde, nous devons avoir quelque chose auquel les gens puissent dire oui, nous avons besoin d'un projet. Nous devons amener les gens à se sentir optimistes. Nous avons besoin que les gens soient optimistes, non seulement pour l'avenir, mais aussi pour notre projet.

Ils doivent croire que le socialisme est possible et nécessaire. Il ne suffit pas de dire qu'un autre monde est possible. Nous devons dire que le socialisme est nécessaire. Non seulement le socialisme est nécessaire, mais le socialisme est possible. C'est contre cela que nous devons lutter. Beaucoup de gens pensent que le socialisme n'est pas possible : « C'est une bonne idée, mais ce n'est pas possible. Camarade, vous avez eu votre chance avec l'Union soviétique. Où est-il maintenant ? Vous avez eu votre chance, camarade. Le socialisme était une bonne idée. Ça a l'air bien sur le papier. C'est une excellente idée, mais vous ne pouvez pas vraiment la faire dans le monde. Les gens sont gourmands.

Il faut convaincre les gens avec un projet concret. Nous devons convaincre les gens que le socialisme n'est pas seulement une bonne idée, que nous savons construire des écoles. Nous savons comment construire un pont. Nous pouvons financer tout cela. Il est fort possible que l'argent soit là. Le capitalisme s'est suffisamment développé. Il est maintenant temps de socialiser le capitalisme. Il est maintenant temps de prendre le relais. Il est désormais temps d'aller au-delà. Il est maintenant temps de le transcender. Non seulement transcender le capitalisme, mais aussi transcender les problèmes séculaires dont le capitalisme a hérité et



Vijay Prashad au Rassemblement mondial pour un agenda social alternatif à Caracas, au Venezuela 18-19-20 Avril 2024

E OU LA RUINE !



Quatre dirigeants de l'Occident, de gauche à droite : Rishi Sunak, Joe Biden, Emmanuel Macron et Olof Scholz. Aucune de ces personnes n'a gagné le respect des gens, où que ce soit dans le monde.

considèrent notre projet comme un moyen concret de rejeter la décadence. Et non seulement rejeter la décadence, mais embrasser le socialisme. Embrassez ce projet. Embrassez le projet que vous construisez au Venezuela et que nous voulons construire dans le monde entier.

Camarades, il n'y a que deux choix. Dans le Manifeste du Parti communiste, Marx et Engels écrivaient : soit nous avançons vers le socialisme, soit nous aurons la ruine de classes en conflit. Soit le socialisme, soit la ruine. Si vous regardez le monde d'aujourd'hui, il ressemble beaucoup à des ruines. Gaza est un endroit en ruines. 28 millions de tonnes de débris à Gaza. Si vous jetez tous ces débris dans la Méditerranée, vous pouvez créer un tout nouveau Gaza. C'est la quantité de débris résultant de ce bombardement. 28 millions de tonnes de débris. C'est une ruine. C'est ce que fait l'hyper-impérialisme. C'est ce que sait l'hyper-impérialisme. Pour que des millions de personnes rejettent cela, il faut qu'ils croient en nous, et pas seulement qu'ils rejettent cela. Vous ne pouvez pas sauter d'une falaise si vous n'avez pas de parachute ou si vous n'avez pas de parapente. On ne peut pas sauter d'une falaise sans parapente. Ces camarades sont notre parapente. Nous devons y arriver ensemble. Que cette réunion soit la première étape que nous franchissons pour réaliser ce projet et commencer à captiver l'imagination de millions de personnes à travers la planète.

Peoples Dispatch
20 Avril 2024

qu'il n'a pas résolu, qu'il n'a pas pu résoudre à cause de la propriété privée. Des problèmes tels que les inégalités en matière d'éducation, des problèmes tels que les inégalités en matière de santé. Le capitalisme en a hérité. Mais il ne sait pas comment résoudre ces problèmes.

Nous savons comment les résoudre. Nous avons les idées. Nous avons un plan. Nous avons un projet. Qu'y a-t-il dans votre sac [de conférence] ? Ce [document présentant un plan pour un] monde social alternatif. Cet imaginaire d'un monde alternatif avec ses multiples facettes. Il s'agit d'un plan concret. C'est réalisable maintenant. Vous voyez, les gens prétendent parfois qu'on ne peut pas construire le socialisme tant que le capitalisme existe. Ce n'est pas vrai. Vous pouvez commencer dès maintenant, en fait, les gens l'ont déjà fait. À l'époque de l'Union soviétique, ils construisaient le socialisme. Il n'était pas nécessaire de faire face à des marchés immobiliers gonflés, ni de vivre dans des bidonvilles. Il y avait des logements pour les gens. L'Union soviétique a accompli beaucoup de choses en seulement 70 ans d'existence. Regardez, la révolution cubaine, la révolution cubaine a éduqué tout le monde. Cubains, je pense que vous êtes les ninjas de la révolution [rires]. Vous venez d'une autre planète. Vous êtes des gens tellement dignes. La dignité, c'est ce que vous donne une révolution. La révolution chinoise a vaincu la pauvreté de masse. La pauvreté absolue. Regardez la différence entre l'Inde et la Chine. La Chine transcende la pauvreté absolue. Nous n'avons pas fait cela dans le reste de l'Asie. Nous n'y sommes pas parvenus. C'est la construction du socialisme qui leur a permis de fournir des logements aux gens, qui leur a permis de vaincre la pandémie de COVID, etc.

Vous n'avez pas besoin d'attendre une période ultérieure. Vous devez commencer à construire, maintenant. Au Venezuela, par exemple, le camarade Jorge [Arreaza] était ministre des Communes. Construisons le socialisme maintenant. Construisons la souveraineté alimentaire maintenant. Le MST [Mouvement des travailleurs sans terre] a envoyé 30 tonnes de nourriture à Gaza à cause de son socialisme. Camarades, je veux que vous lisiez ce texte [sur un agenda social alternatif]. Nous avons besoin que vous lisiez ce texte. Nous avons besoin de vos idées, de vos suggestions. Il s'agit d'un plan, d'un programme que l'ALBA-TCP, l'Institut Simon Bolivar et Tricontinental réalisent uniquement avec votre aide. Sans votre contribution, ce ne sera qu'un morceau de papier. Nous ne voulons pas que ce soit un morceau de papier. Je n'ai pas besoin de ces papiers. Ce n'est pas pertinent. Si nous ne mettons pas ces choses en pratique, à quoi bon les avoir ? Quel est l'intérêt d'avoir un plan si personne ne fait rien avec ce plan ?

Nous devons utiliser le plan, construire le plan avec toute votre sagesse, toute la sagesse des mouvements qui sont dans cette salle. Regardez certains points. Voyez ce qui a été oublié. Voyez ce qui a été entièrement rédigé et faites-nous part de vos commentaires. Et une fois que nous aurons un plan dont nous serons tous fiers, allons-y et faisons campagne avec ce plan.

Revenons au peuple et disons que nous ne sommes pas décadents. Nous sommes optimistes. Il y a un avenir. Il n'est pas nécessaire que votre enfant soit analphabète en permanence. Vos aînés n'ont pas besoin de soins de santé. Nous n'avons pas besoin des riches et de leur argent qui nous rendent la vie misérable. Nous devons utiliser ce document non seulement pour telle ou telle réforme. La santé par là, la finance par là – non. Nous utilisons ce document pour changer la compréhension que les gens ont de notre révolution afin qu'ils le regardent et décident qu'il y a deux forces dans le monde. Il y a bien sûr la force de la décadence. Nous n'avons pas besoin de la force de la décadence. Nous en avons fini avec la force de la décadence. Tout ce qu'ils ont, ce sont des bombes, tout ce que nous avons, c'est l'intimidation, le régime des sanctions, le régime des mesures coercitives illégales.

C'est ce qu'ils sont. Ils sont dangereux. Ils sont décadents. Et nous n'en avons pas besoin. Nous avons besoin que des milliards de personnes dans le monde

Cuba, le langage de la Révolution



La Révolution cubaine parle un langage que tous les peuples du monde comprennent : le socialisme ou la mort ! La communauté et l'internationalisme !

Par Ramón Pedregal Casanova *

Ils se préparaient à attaquer l'Île Souveraine et, pour terminer leur formation de criminels, ils se sont rendus debout, alignés avec des couteaux, vêtus de faux soldats, portant des armes de poing, des canons, des bombes, pour saigner, marcher sur et enterrer Cuba.

Ils avaient la mer entre eux et on pouvait croire que c'était un corps expéditionnaire, une armée qui se déplacerait sur un théâtre d'opérations sans avoir de contact direct derrière eux, mais ce n'était pas vrai, la main qui les avait créés les guidait, c'était une équipe qui, quelques mois auparavant, opérait depuis les États-Unis – la Maison Blanche – la Floride – le Guatemala – le Nicaragua, qui certifiait mot pour mot. Au moment du départ, les mercenaires ont été reconvertis pour une telle campagne avec un discours d'un commandant de la CIA, l'ordre qu'il leur a donné est encore perceptible par le blocus. Et portant dans leurs oreilles une telle envie de poignarder, ils sont montés à bord des navires. Avez-vous pensé à ce mot principal des centres de gestion, le même que celui du génocide de la CIA dirigé au dernier moment contre les criminels, de ceux qui sont sans cœur et apatrides ? : tuez Cuba !, tuez Cuba !, tuez Cuba !

Et ils ont appelé une telle action de guerre Opération Pluton. Arrêtons-nous un instant, pendant la Seconde Guerre mondiale, il y a eu une autre opération Pluto qui a son histoire, son nom en anglais était Pipe Lines Under The Ocean, son objectif était la création de deux oléoducs de la France à l'Angleterre pour amener de l'essence à ses troupes intervenant pendant la Seconde Guerre mondiale, et ont été développés par deux sociétés, l'Anglo-Iranian Oil Company, qui adoptera plus tard le nom de British Petroleum Company, et l'Iraq Petroleum Company et la Burmash Oil Company, une autre société anglaise. Certains tubes ont également été fabriqués aux États-Unis. Mais ne lisez pas sans réfléchir : quels gouvernements étaient à l'origine de tout cela ? D'où se procuraient-ils le carburant s'il n'était pas disponible sur le continent européen ? Avez-vous pensé aux noms des multinationales qui se sont consacrées à cette tâche ?

Le concept de « ploutocratie » dérive du nom de Pluton, et le dictionnaire nous dit que la « ploutocratie » est la « situation dans laquelle les riches exercent leur prépondérance dans le gouvernement de l'État, sur Internet on nous dit que c'est la forme de gouvernement oligarchique, un gouvernement des plus riches sur une société. Pluton est le dieu mythologique grec de l'agriculture et représente plus tard une richesse sans scrupules. Les impérialistes tuent également l'ascendance culturelle pour envahir les esprits et nous idiotiser avec leur simplisme, avec leur effacement et leur réinvention de l'Histoire, qui est leur façon de tuer tout support à la connaissance, à la formation et au développement humain, ainsi qu'au dieu Pluton de l'agriculture et de la mythologie dieu qui distribuait les richesses au hasard, dont Aristophane se moquait pour critiquer les riches, eux, les transformateurs du nerd comme culture contemporaine de leur empire « occidental », les « think tanks » d'Hollywood ont inventé Pluton comme son Mikey Mouse et Donald Duck et le chien de Dingo.

L'histoire mythologique s'est dissoute et a conduit à un simplisme vide de sens - le préjugé anti-culturel qu'ils appellent « culture occidentale » - pour utiliser le nom du dieu avec lequel les riches et puissants se nomment eux-mêmes, « ploutocrates », et transformer le dieu grec en un Disney mascotte avec laquelle ils cachent l'histoire coloniale du Moyen-Orient et la création du corps de mercenaires pour attaquer le peuple cubain, ce qu'ils veulent faire à partir des restes de la tyrannie de Batista. Mais ses projets en préparation ont été découverts dans les bureaux de Prensa Latina, l'agence de presse cubaine créée par la Révolution et dans laquelle travaillait jour et nuit un groupe de journalistes militants, d'intellectuels et de collaborateurs. La photographie nous présente les grands écrivains García Marquez et Miguel Angel Asturias, ainsi que les journalistes Jorge Ricardo Masseti, alors directeur de Prensa Latina, et Rodolfo Wallsh, journaliste décrypteur de messages secrets, écrivain et guérillero, dont García Marquez a parlé en sa mémoire, après son assassinat par l'armée fasciste argentine, dans son article « Rodolfo Wallsh, le journaliste qui a devancé la CIA ».

Mais allons au bout : l'échec des mercenaires pro-impérialistes a fermé toute possibilité de renverser la Révolution, ils n'ont pas obtenu de tête de pont, ni de gouvernement provisoire, et ils n'ont pas non plus réussi à convaincre le peuple de se soulever et de les suivre, d'écouter. Carlos Puebla : https://www .youtube.com/watch?v=zthiSdT7_j4, et à Silvio Rodríguez : https://www.youtube.com/watch?v=0P4mQDdiG-8

La Révolution cubaine parle un langage que tous les peuples du monde comprennent. Deux exemples de cela, le premier : le 14 avril (Fête de la République dans l'État espagnol) était un dimanche, et dans tout Cuba a eu lieu la journée du « Travail Volontaire », un effort dédié à la communauté, au bien commun, ce a rappelé la déclaration du caractère socialiste de la Révolution que le commandant Fidel avait faite le 16 avril de la même année devant la foule, après l'enterrement des martyrs provoqués par les bombardements yankees en préparation de l'assaut de Giron Beach.

Et voici le deuxième exemple, celui-ci en tant que partie intrinsèque du socialisme, de l'internationalisme : face à la contre-révolution, le révolutionnaire nicaraguayen, pilote d'un avion cubain, le lieutenant Carlos Segundo Ulloa Aráuz, a perdu la vie.

« Le premier lieutenant (pilote aérien) Carlos Segundo Ulloa Aráuz s'est rendu compte qu'il avait été laissé sans escorte aérienne, mais il a continué à se battre jusqu'à ce qu'il soit touché par les tirs antiaériens des navires ennemis, abattu devant Playa Girón et s'écrasant sur la mer.

Les camarades de lutte du Premier lieutenant (PA) Carlos Segundo Ulloa Aráuz rapportent que le courageux pilote a déclaré en tant que révolutionnaire : « … Je veux être un simple soldat, dis-moi ce que je dois faire ».

Le commandant Raúl Castro, à l'occasion du premier anniversaire des événements de Playa Girón, dans son discours commémoratif, a exprimé, en référence au lieutenant Ulloa :

« …Puis nous avons appris le décès de collègues comme Carlos Ulloa ; C'était un Nicaraguayen qui est tombé en défendant la Révolution cubaine, car il savait que c'était la Révolution de l'Amérique latine qu'il défendait. Alors qu'au Nicaragua Somoza et l'impérialisme préparaient et envoyaient des navires d'invasion depuis Puerto Cabezas, ici à Cuba, comme pour effacer l'affront que ces traîtres faisaient à leur pays, Carlos Ulloa a donné son sang généreux… (Periódico Hoy, La Havane, 18 avril 1962). »

Le 17 avril, en l'honneur du révolutionnaire nicaraguayen Carlos Ulloa Aráuz, est célébrée la Journée de l'amitié entre la République du Nicaragua et la République de Cuba.

La Révolution, dans le langage que tout le monde comprend, comme je l'ai déjà remarqué, à Playa Girón, a réaffirmé ces deux principes : la communauté et l'internationalisme.

***Ramón Pedregal Casanova** est l'auteur des livres : Gaza 51 jours ; Palestine. Chroniques de vie et de Résistance ; Journal de crise ; Belver Yin dans la perspective de genre et Jesús Ferrero ; et Sept romans de mémoire historique. Postface. Président de l'AMANE. Membre de l'Association européenne de soutien aux détenus palestiniens. Internationaliste et membre du REDH et du Réseau d'artistes, intellectuels et communicateurs solidaires avec le Nicaragua et le FSLN, et membre contributeur de la chaîne Antiimperialistas.com, membre du Réseau d'intellectuels et d'artistes pour la défense de l'humanité.

Rebelion 20 avril 2024

L'Union européenne, vue de la jungle



Les peuples européens ont le devoir d'empêcher des hommes et des femmes comme Emmanuel Macron, Von der Leyen et bien d'autres du même acabit, voire pire, de précipiter le monde dans une falaise apparemment sans fond.

Par Vladimir Castillo Soto

L'Union européenne (UE) est une organisation relativement jeune, à peine 30 ans se sont écoulés depuis l'entrée en vigueur des accords de Maastricht. Pourtant, elle pense et agit comme ce qu'elle est réellement, une vieille femme arthritique, raide et héritière d'une histoire d'abus, de vols et de guerres, qu'elle ne pourra changer ni par la magie du cinéma, ni par la falsification de l'histoire. Avec cette lourde réalité en plus, il est incroyable que l'UE prétende être un exemple éthique ou moral pour le reste du monde. Sa capacité à interpréter, enregistrer et transmettre l'histoire à travers sa lentille biaisée doit être combattue avec ténacité, efficacité et de façon permanente.

Avec tout ce bagage négatif, il est impossible pour l'UE d'être vraiment appréciée par les pays en dehors du sous-continent européen, dont beaucoup ont souffert directement de son colonialisme et de son impérialisme. Les pays du Sud, y compris ceux d'Amérique latine, savent par expérience qu'une forte dose de néocolonialisme est toujours présente dans les relations avec l'UE et le reste de l'Occident, et qu'elle s'exprime ouvertement, entre autres, dans les domaines suivants :

- Des accords de libre-échange qui cherchent toujours des moyens de continuer à extraire les ressources de la jungle au profit de leurs entreprises et de leurs intérêts ;
- Des accords avec des organisations multilatérales et des initiatives telles que le "Global Gateway", dont les conditions financières sont souvent très défavorables pour les pays bénéficiaires du Sud et qui imposent également des conditions d'ajustement très dures à leurs populations ;
- Le véritable colonialisme qui continue d'être exercé par le Royaume-Uni, la France, le Danemark et les Pays-Bas en Martinique, en Guadeloupe, en Guyane française, en Polynésie française, à Curaçao, à Aruba, à Saint-Eustache, au Groenland, dans les îles Malouines, Sandwich et Géorgie du Sud, à Sainte-Hélène et dans de nombreux autres territoires à travers le monde ;
- Les lâches guerres d'agression menées par les États-Unis et l'OTAN, dont fait partie la quasi-totalité de l'UE, contre des pays qui exercent leur souveraineté et ne se subordonnent pas à l'impérialisme ;
- Les sanctions coercitives unilatérales, illégales et fallacieuses, en violation de la Charte des Nations unies, contre Cuba, le Venezuela, le Nicaragua, la Russie, l'Iran, la Chine, la Corée du Nord, la Syrie, le Belarus, le Zimbabwe, la République démocratique du Congo et de nombreux autres pays, y compris le vol pur et simple des réserves de devises et d'autres actifs, démontrant ainsi à quel point ils ne sont pas fiables en tant que partenaires économiques ;
- Les doubles standards présents dans des domaines tels que les droits de l'homme, la justice, la démocratie, l'économie et autres, le pire étant ces derniers temps la position adoptée à l'égard du génocide du peuple palestinien perpétré par l'État sioniste pervers, contre lequel aucune sanction n'a été imposée, mais au contraire, les échanges commerciaux restent normaux, augmentant même ceux de matériel de guerre pour poursuivre le meurtre de masse, principalement d'enfants et de femmes palestiniens.
- Par le biais de leurs ONG - Instituto Cervantes, Real Instituto El Cano, Fondation Conrad Adenauer, Fondation Friedrich Ebert, Alliance française et tant d'autres - qui servent d'instruments d'intervention dans les affaires intérieures les plus diverses des pays d'accueil et d'entités aliénantes et transculturantes.

D'autre part, si nous examinons certaines réalités et politiques au sein de l'UE, nous constatons que si nous parlons de démocratie, tous les hauts fonctionnaires des structures de l'UE, qui prennent des décisions et définissent des politiques, sont nommés "triés sur le volet" par les gouvernements des États membres et les lobbies présents à Bruxelles, qui représentent pour la plupart des intérêts privés. Seuls les députés européens sont directement élus, et ils n'ont souvent aucun lien réel avec les citoyens qui les ont élus, avec les exceptions habituelles qui confirment la règle.

Si nous parlons de libertés, nous pouvons constater que la population de l'UE a perdu beaucoup de ses libertés sans s'en rendre compte ou du moins sans les défendre. La liberté d'expression est presque inexistante, car les citoyens n'ont pas accès aux médias, qui sont très concentrés, au service du grand capital et des gouvernements. Si nous nous référons aux réseaux sociaux, nous constatons qu'ils sont également manipulés par de grandes entreprises qui peuvent imposer des tendances et viraliser des nouvelles à volonté, qui vendent et achètent les données personnelles des citoyens et qui, grâce à des algorithmes spéciaux, sont en mesure d'influencer la formation des opinions des utilisateurs.

Si nous examinons la liberté de recevoir des informations, nous constatons qu'elle a été réduite sans vergogne après le début de l'opération militaire spéciale de la Russie en Ukraine, empêchant ses citoyens d'avoir accès aux sources d'information russes, telles que Sputnik et RT. En outre, nous observons comment la concentration susmentionnée des médias de masse, des maisons d'édition et de l'industrie culturelle, qui, à l'unisson, désinforment, déforment la réalité et créent des matrices d'information dans le seul but de maintenir le jardin sur la voie d'un conformisme contrôlé, a également des répercussions ici.

D'autre part, la surévaluation de l'euro, la crise économique qui a commencé en 2008-2009, les effets des sanctions contre la Russie à partir de février 2022 signifient que la situation économique dans l'UE n'est pas du tout flatteuse pour la classe ouvrière, qui perd les miettes de l'État-providence, et pour qui les augmentations des denrées alimentaires, des services, des hypothèques et des loyers sont une menace, Les hypothèques et les loyers ont un impact négatif sur leur vie quotidienne et leur avenir, tandis que, de l'autre côté, par exemple, Rheinmetall, l'entreprise d'armement de la bourgeoisie allemande, est devenue brutalement riche depuis 2022, le produit du maintien artificiel de la guerre en Ukraine jusqu'au dernier Ukrainien et du soutien aux génocidaires sionistes.



Les peuples européens ont le devoir d'empêcher des hommes et des femmes comme Boris Johnson et Kaja Kallas, et bien d'autres du même acabit, voire pire, de précipiter le monde dans une falaise apparemment sans fond.

L'UE semble être ce qu'elle n'est pas. Bien que cela ne soit pas reconnu publiquement, on sait que depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Europe a renoncé à sa souveraineté et a suivi les États-Unis économiquement, politiquement et militairement, et les accompagne volontiers dans leurs agressions impériales.

Malheureusement pour le monde entier, les dirigeants occidentaux et leurs structures de pouvoir, y compris l'UE, continuent de se comporter avec l'arrogance et la suffisance qu'on leur connaît. Ils sont sur le point de provoquer une très dangereuse conflagration mondiale, ne voulant pas accepter que le monde a changé et que l'ère coloniale et impériale brutale de l'Occident se décompose rapidement. Un monde multipolaire imparable est en train d'émerger pour le bien de l'humanité et ne sera pas arrêté par l'UE et l'OTAN, ni par qui que ce soit d'autre.

Les peuples européens ont le devoir d'empêcher des hommes et des femmes comme Macron, Johnson, Kallas, Von der Leyen et bien d'autres du même acabit, voire pire, de précipiter le monde dans une falaise apparemment sans fond. Ils doivent se battre pour changer leur vision du monde et pour une véritable démocratisation de l'UE et de ses structures, en les mettant véritablement au service des citoyens.

Seul le peuple sauve le peuple !

*Vladimir Castillo Soto est un écrivain et commentateur connu pour son analyse critique des questions géopolitiques. Il publie des articles dans lesquels il aborde des sujets tels que les actions de l'Union européenne et l'impact de l'impérialisme.

Références :

Chevénement, Jean-Pierre. 2013. 1914-2014, Europa, ¿Fuera de la historia?. Editorial El Viejo Topo, España.

Ferrero, Ángel / Böröcz, József / Tulbure, Corina / Suso, Roger. 2014. El último europeo. Editorial La oveja roja, Madrid, España.

Cuatro F 8 Avril 2024
Traduction Bernard Tornare
18 Avril 2024

Des fuites révèlent que la Maison-Blanche s'oppose à la création d'un État palestinien



La Maison Blanche à Washington

Par Ken Klippenstein et Daniel Boguslaw

Malgré la promesse de Joe Biden de soutenir une solution à deux États, les câbles affirment que la Palestine ne devrait pas se voir accorder le statut de membre de l'ONU.

Il est vraiment choquant de voir Washington profiter de l'isolement de l'Équateur pour l'amener à se plier à ses desiderata. L'Équateur se rachète une conduite en commettant de nouveaux crimes. C'est vraiment scandaleux.

Avant que le Conseil de sécurité des Nations unies n'examine la demande de l'Autorité palestinienne de devenir membre à part entière de l'organisation internationale, les États-Unis font pression sur les pays pour qu'ils rejettent cette adhésion, dans l'espoir de ne pas opposer ouvertement un «veto» de la part de Washington. Cet effort de lobbying, révélé dans des copies de câbles non classifiés du département d'État obtenus par The Intercept, est en contradiction avec la promesse de l'administration Biden de soutenir pleinement une solution à deux États.

En 2012, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté une résolution accordant à la Palestine le statut d'État observateur non membre.

Les câbles diplomatiques détaillent les pressions exercées sur les membres du Conseil de sécurité, notamment sur Malte, qui assure la présidence tournante du Conseil ce mois-ci. Il est notamment demandé à l'Équateur de faire pression sur Malte et d'autres pays, dont la France, pour qu'ils s'opposent à la reconnaissance de l'ONU. Le département d'État justifie sa décision par le fait que la normalisation des relations entre Israël et les États arabes est le moyen le plus rapide et le plus efficace de parvenir à un statut d'État durable et productif.

Tout en précisant que le président Joe Biden a énergiquement œuvré pour soutenir *«les aspirations palestiniennes à la création d'un État»* dans le contexte *«d'une paix globale qui résoudrait le conflit israélo-palestinien»*, un câble diplomatique daté du 12 avril détaille les arguments des États-Unis contre un vote de l'ONU en faveur de la création d'un État palestinien. Le câble indique que les membres du Conseil de sécurité doivent se laisser convaincre de rejeter toute proposition de création d'un État palestinien – et donc sa reconnaissance en tant que nation souveraine – avant le débat public du Conseil sur le Moyen-Orient, prévu pour le 18 avril. *«Les États-Unis restent d'avis que la voie la plus rapide vers une perspective politique pour le peuple palestinien s'inscrit dans le contexte d'un accord de normalisation entre Israël et ses voisins»*, peut-on lire dans le câble. *«Nous pensons que cette approche peut faire avancer de manière tangible les objectifs palestiniens d'une manière significative et durable»*.

Nous vous demandons donc de ne pas soutenir une éventuelle résolution du Conseil de sécurité recommandant l'admission de la «Palestine» en tant qu'État membre de l'ONU, si une telle résolution devait être présentée au Conseil de sécurité pour décision dans les jours et les semaines à venir.

Selon les experts, sans un vote unanime du Conseil de sécurité, tout vote de l'Assemblée générale de l'ONU n'a qu'une valeur symbolique. *«Qu'on le veuille ou non, un vote de l'Assemblée générale sur cette question a un poids politique plutôt que juridique»*, a déclaré Richard Gowan, directeur de l'International Crisis Group à l'ONU, à The Intercept. L'Assemblée ne peut accepter un nouvel État que «sur recommandation» du Conseil de sécurité.

Le câble diplomatique justifie l'opposition de l'administration au vote, invoquant le risque d'exacerber les tensions, de provoquer des réactions politiques négatives et d'amener le Congrès américain à réduire le financement de l'ONU. *«Des actions prématurées au sein du Conseil de sécurité des Nations unies, même avec les meilleures intentions du monde, n'aboutiront ni à la création d'un État ni à l'autodétermination du peuple palestinien. De telles initiatives compromettront au contraire les efforts de normalisation et diviseront encore plus les protagonistes, augmenteront le risque de violence sur le terrain qui pourrait coûter la vie à des innocents des deux côtés, et compromettront le soutien au nouveau gouvernement réformateur annoncé par le président Abbas»*, peut-on lire dans le câble.

Interrogé sur ce câble et sur le fait de savoir si son opposition à la reconnaissance par l'ONU du statut d'État palestinien contredit la position de l'administration Biden en faveur d'une solution à deux États, le département d'État n'a pas répondu avant la publication de l'article. *«La position des États-Unis est que l'État palestinien doit être fondé sur des accords bilatéraux entre Israéliens et Palestiniens»*, a déclaré Gowan. *«Ils ne croient pas que l'ONU puisse créer l'État par décret»*.

Un second câble daté du 13 avril et envoyé depuis l'ambassade des États-Unis à Quito, en Équateur, fait état de l'accord de la ministre équatorienne des Affaires étrangères, Gabriela Sommerfeld, avec les États-Unis sur le fait que la Palestine ne devrait pas être reconnue comme un État. En coopération avec les États-Unis, selon le câble, Sommerfeld a chargé le représentant permanent de l'Équateur auprès des Nations unies, José De La Gasca, de faire pression sur le Japon, la Corée et Malte (tous membres tournants du Conseil de sécurité) pour qu'ils rejettent la proposition. Le lobbying auprès de la France, membre permanent, est également mentionné.

Sommerfeld a convenu, selon le câble, qu'*«il est important que toute résolution proposée n'obtienne pas les votes nécessaires sans que les États-Unis aient recours à leur droit de veto»*. Le câble précise que *«l'Équateur ne souhaite pas apparaître isolé (seul avec les États-Unis) dans son rejet d'une résolution sur la 'Palestine' (en particulier à un moment où la plupart des États membres de l'ONU critiquent l'Équateur pour son incursion du 5 avril dans l'ambassade du Mexique à Quito)»*.

L'Équateur se trouve face à la montée d'un conflit avec le Mexique en raison de son incursion à l'intérieur de l'ambassade mexicaine pour arrêter l'ancien vice-président équatorien.

Interrogés sur le second câble, le département d'État et l'ambassade d'Équateur à Washington n'ont pas répondu aux demandes de commentaires.

Fort de son mandat d'un an au sein du puissant Conseil de sécurité, qui compte 15 membres, l'Équateur dispose d'une influence considérable qui lui permet de voter contre la proposition de reconnaissance de l'Autorité palestinienne. *«Cela montre vraiment à quel point l'administration [du président équatorien Daniel] Noboa est redevable aux États-Unis»*, a déclaré à The Intercept Guillaume Long, chercheur au Center for Economic and Policy Research, basé à Washington, et ancien ministre des affaires étrangères de l'Équateur, lorsqu'on lui a montré le câble. *«En outre, il est particulièrement choquant de voir les États-Unis, qui ont condamné l'assaut de l'ambassade mexicaine par l'Équateur le 5 avril et sa violation du droit international, profiter de l'isolement de l'Équateur sur la scène internationale pour l'amener à se plier à leurs desiderata. L'Équateur ne fait finalement que se racheter une conduite en commettant de nouveaux crimes. C'est vraiment scandaleux»*, a déclaré Long, faisant référence au rejet par l'Équateur de l'adhésion de la Palestine à l'ONU.

Depuis 2011, le Conseil de sécurité de l'ONU rejette les candidatures de l'Autorité palestinienne au statut de membre à part entière. Le 2 avril, la mission d'observation palestinienne auprès de l'ONU a appelé le Conseil à reprendre l'examen de sa demande d'adhésion. Selon le premier câble du département d'État, les réunions de l'ONU depuis le début du mois d'avril suggèrent que l'Algérie, la Chine, la Guyane, le Mozambique, la Russie, la Slovénie, la Sierra Leone et Malte sont favorables à l'octroi à la Palestine du statut de membre à part entière de l'ONU. *«Il est essentiel que tous les membres du Conseil de sécurité sachent, à ce stade du processus, qu'un certain nombre d'entre eux se posent des questions qui nécessitent un examen plus approfondi de la demande officielle d'adhésion de l'Autorité palestinienne à l'ONU par l'intermédiaire du Conseil, et que si un vote est requis sur la question, ils se joindront aux États-Unis et ne soutiendront pas une telle demande»*, peut-on lire dans le câble.

The Intercept via Spirit of Free Speech
17-18 Avril 2024

PAR CES MOTIFS

Sur les conclusions conformes du Ministère public, le Tribunal maintient le défaut. Accueille l'action en divorce pour juste et fondée. Prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre CLERFOND et Marie Esther GUERRIER, pour les Motifs sus-indiqués. Renvoie le demandeur par devant l'officier de l'état civil de la Commune d'Aquin pour la transcription du présent Jugement dans les registres destinés à cet effet. Ordonne la publication du présent Jugement dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale; Commet l'huissier Patrick Henry pour la signification de cette décision. Compense enfin les dépens

Ainsi Jugé et prononcé par nous, Jules Gaspard , Juge en Présence du Magistrat Rousseau LUBIN, Substitut Commissaire du Gouvernement, assisté à notre Greffier Jean Claude Novembre, ce Jeudi Vingt huit Février deux mille Vingt quatre, An 220eme de l'indépendance

Jean Claude Novembre, Greffier

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après en avoir délibéré au vœu de la loi, se déclare compétent pour connaître de cette contestation; Dit que l'action est recevable en la forme; Maintient le défaut déjà octroyé à la barre contre Gérard PINTHIEVE, la partie défenderesse ; Accorde maintien possessoire aux demandeurs; dit qu'ils ont été troublés dans leur possession; Ordonne au cité de ne plus troubler tant à présent qu'à l'avenir la possession des requérants; Condamne le cité à payer la somme de seize mille Gourdes (16000) gourdes aux demandeurs à titre de dommage et intérêts ; Le Condamne en autre aux frais et dépens; Commet l'huissier Jean- Marie FLEURY pour la signification de ce Jugement.

Ainsi Jugé et prononcé par nous, Me Wilken MERELUS, Juge en audience publique et civile du Jeudi quatorze (14) Mars deux mille Vingt-quatre (2024) , assisté de Me Louisner CHEROND, Greffier du siège

Il est ordonné..........

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen sur les conclusions conformes du Ministère public maintient le défaut octroyé contre la défenderesse et pour le profit ainsi déclare à la dite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Jean Frantz Junior Ducasse d'avec son épouse Michelène Fargeau pour injures graves et publiques. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre eux. Ordonne à l'officier de l'état civil de Pam Coq de s'inscrire dans ses registres à ce destinés, le dispositif du présent Jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des journaux s'éditant à la Capitale sous peine de dommage intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier même de ce Tribunal pour la signification de ce Jugement, Compense les dépens

Ainsi Jugé et prononcé par nous, Me Harold Chéry Juge au Tribunal civil du Cap-Haitien en audience Ordinaire civile et publique du Vendredi Vingt-trois Novembre deux mille Vingt-trois, en présence de Me Hervé C. Hyppolite, Substitut Commissaire du Gouvernement et avec l'assistance de Mr Jasmin Dieudonné Guerrier, Greffier du siège

Il est ordonné etc.....

En foi de quoi.....etc...

Dont act fait et passé en notre Bureau à la Rue Plaisance

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen, le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée ; pour le profit déclare fondée la dite action; ADMET en conséquence le divorce de la dame DELORME Jeanne d'avec le sieur TIME Jean Baptiste, pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux; Ordonne à l'officier de l'état civil de la section sud, de Port-au-Prince, à transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent Jugement. Commet l'huissier THELEMAQUE Josélito, pour la signification du présent Jugement. Compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous Guy Augustin, Juge en audience civile, ordinaire et publique du Mercredi Vingt Janvier deux mille dix-neuf, en présence de Me Paul WESLEY Substitut commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Junior Sauvens THELEMAQUE, Greffier du siège Il est Ordonné......etc.....

En foi de quoi.....etc.....

PAR CES MOTIFS

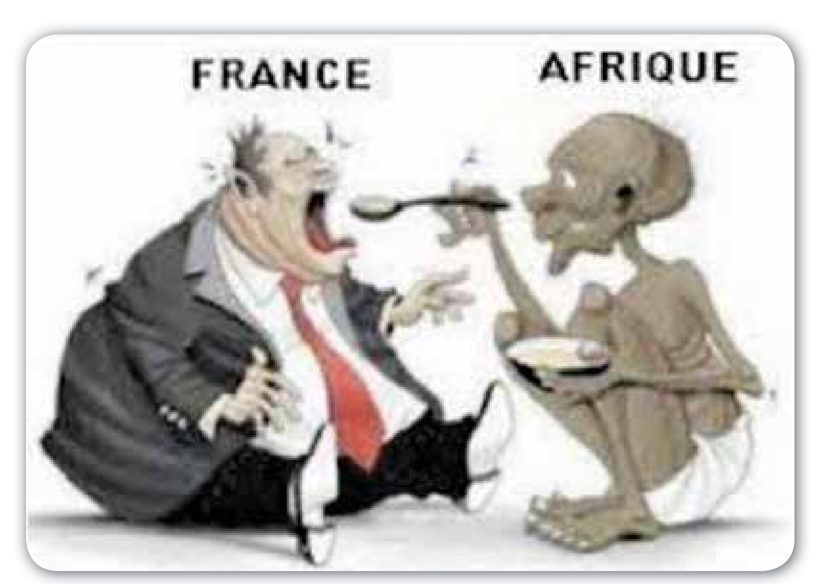
Le Tribunal après examen sur les conclusions du Ministère public, maintient le défaut octroyé contre Mr Ronald HENRY à l'audience précitée, pour le profit, déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce de Mme Françoise FONTUS d'avec Mr Ronald HENRY pour injures graves et publiques. Prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'état civil de la Commune de Port-de-Paix de Transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent Jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommage intérêts envers les tiers s'il y échet, Compense les dépens

Ainsi Jugé et prononcé par nous, Me Selnick Attsim GARCON, Avocat Juge en en audience civile, Ordinaire et publique en date du Mardi dix-neuf Janvier deux mille Vingt et un, en présence de Me Bertin VITAL, Avocat Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier Mr Thony CHARLES

Il est ordonné....etc

En foi de quoi...etc.....

L'agonie de la Françafrique



Par Mohamed Lamine Kaba

*Symbole de la perpétuation de la domination française (traite négrière ou commerce triangulaire, esclavage, colonialisme, détérioration des termes de l'échange, néocolonialisme, etc.) sur les peuples d'Afrique, la Françafrique (soft-power, hard-power et smart -power) * qui a longtemps servi les intérêts de la France sur le continent noir se dirige tout droit vers sa tombe grâce à l'éveil des consciences des Africains. Ayant longtemps servi de vache laitière à la France depuis l'époque royale jusqu'à la France de Macron, en passant par celle de De Gaulle, Pompidou, d'Estaing, Mitterrand, Chirac, Sarkozy et Hollande, l'Afrique est pillée et spoliée jusqu'à la moelle des os par des générations de politiciens français. Comme pour dire que l'Afrique constitue le socle sur lequel repose l'économie de la France impérialiste, qu'il convient d'inscrire dans une démarche sui generis. La volonté et l'engagement de la Fédération de Russie et de l'alliance BRICS d'aider et de soutenir les Africains à se débarrasser de cette exploitation qu'ils subissent depuis la nuit des temps dans leur relation avec la France et les autres impérialistes de l'OTAN (Grande-Bretagne, Allemagne, Italie, Espagne et Portugal). Les seigneurs de la conférence de Berlin n'ont jamais imaginé, pas une seule fois, que cette aliénation serait remise en cause à un rythme aussi accéléré que celui que nous connaissons aujourd'hui.*

Dans une approche à la fois synchronique et diachronique, cet article examine les résultats auxquels le fonctionnement de la Françafrique a conduit en Afrique (I) et les raisons de son rejet ou de sa mise à l'écart par les Africains (II).

I. Les résultats alarmants ou les dégâts de la Françafrique en Afrique

Le concept de Françafrique, caractérisé par un réseau complexe de relations politiques, économiques et militaires entre la France et ses anciennes colonies africaines, a eu des impacts négatifs importants sur le continent africain. Dans son fonctionnement, les dommages causés par la Françafrique sur le continent africain prolifèrent autour de l'instabilité politique chronique (1), de l'exploitation économique (2), du néocolonialisme (3), des violations des droits de l'homme (4), de l'érosion culturelle (5) et du ressentiment populaire (6).

1. L'instabilité politique

L'intervention française dans la politique africaine a souvent soutenu des régimes autoritaires et sapé les processus démocratiques. Cette ingérence a conduit à l'instabilité politique, à des coups d'État, à l'assassinat de dirigeants patriotes (Thomas Sankara, Sylvanius Olympio, etc.) et à l'empoisonnement d'autres (Ahmed Sékou Touré), ainsi qu'à des troubles civils dans plusieurs pays.

2. Exploitation économique

Les liens économiques établis à travers la Françafrique ont été critiqués parce qu'ils profitent aux entreprises françaises au détriment des économies locales. Des accords commerciaux déloyaux et l'exploitation des ressources ont perpétué la dépendance économique et entravé le développement durable des pays africains. Les accords secrets conduisant à des contrats vaguement définis font partie des exemples non exhaustifs.

3. Le néocolonialisme

Depuis sa conception par des personnalités politiques (Jacques Foccart et Jean-Yves Le Drian, etc.), son inscription en lettres d'or au cœur de la politique étrangère de la France et sa mise en œuvre par les dirigeants français, chacun sait que la Françafrique est un instrument de perpétuation d'une forme de néocolonialisme où la France maintient une influence indue sur ses anciennes colonies, limitant ainsi leur souveraineté et entravant leur capacité à mener des politiques étrangères indépendantes.

4. Violations des droits de l'homme

Le soutien de la France à des régimes répressifs au nom de la stabilité a souvent entraîné des violations des droits de l'homme, notamment la répression de la dissidence, la répression des voix de l'opposition et la violence contre les civils. À ces facteurs s'ajoutent les interventions militaires injustifiées de la France et de l'OTAN sur le sol africain (Libye, Côte d'Ivoire, Mali et bien d'autres). Le soutien aux mouvements terroristes et leur formation aux méthodes occidentales de terreur font partie des violations des droits de l'homme commises par la France dans les États africains.

5. L'érosion culturelle

La domination de la langue et de la culture françaises imposée par la Françafrique a contribué à l'érosion des cultures et des langues indigènes dans certains pays africains, entraînant ainsi une perte de l'identité et du patrimoine culturels. Dans un autre article bien documenté, nous avons parlé de la place des langues africaines dans la lutte contre l'aliénation culturelle.

6. Le ressentiment populaire

L'héritage de la Françafrique a alimenté des sentiments anti-français parmi les populations de nombreux pays africains. Des protestations, des manifestations et des actes de résistance contre ce qu'ils perçoivent comme une ingérence française continuent d'émerger en réponse aux griefs historiques et aux défis actuels.

À la lumière de ce qui précède, nous pouvons déduire que les répercussions de la Françafrique en Afrique sont considérables. Elles affectent la stabilité politique, le développement économique, la souveraineté, les droits de l'homme, la diversité culturelle et la perception publique de la France.

II. Les raisons du rejet ou de la mise à l'écart de la Françafrique

Les raisons convergentes du rejet de la Françafrique par les Africains s'expliquent par l'évolution des perceptions africaines (1), le déclin de l'influence française (2), l'évolution des dynamiques mondiales (3), la critique de la politique française (4), les héritages coloniaux persistants (5) et les récits extérieurs (6).

1. L'évolution des perceptions africaines

Le rejet ou la marginalisation de la Françafrique, terme utilisé pour décrire les relations postcoloniales entre la France et ses anciennes colonies africaines caractérisées par le copinage et la corruption, peut être attribué à une évolution significative des perceptions africaines. Les jeunes générations africaines sont de plus en plus critiques à l'égard des dirigeants de longue date, soutenus par la France, qui sont au pouvoir depuis des décennies et sont souvent considérés comme déconnectés des aspirations des jeunes. Ce décalage alimente le mécontentement et le désir de changement des populations africaines.

2. Le déclin de l'influence française

L'arrivée au pouvoir des Assimi Goïta (Mali), Ibrahim Traoré (Burkina Faso) et Abdouramane Tiani (Niger) met à mal les bastions coloniaux de la France en Afrique de l'Ouest et envoie un signal fort aux autres régions d'Afrique. C'est pourquoi le déclin de l'influence française en Afrique est un autre facteur clé du rejet de la Françafrique. Le déclin du rôle de la France en tant qu'acteur dominant sur le continent (au profit de la Fédération de Russie et de ses alliés de l'alliance BRICS), tant sur le plan militaire qu'économique, a conduit à une réévaluation de sa présence par les nations africaines. La réduction de la part de la France dans le commerce africain, qui est passée de 10 % à 5 % en un quart de siècle, reflète ce déclin de l'influence. Alors que d'autres puissances mondiales telles que la Russie, la Chine, l'Inde, le Brésil et d'autres encore renforcent leur engagement en Afrique, la position traditionnelle de la France en tant qu'acteur clé est remise en question.

3. L'évolution de la dynamique mondiale

L'évolution de la dynamique mondiale joue également un rôle dans le rejet de la Françafrique. La montée en puissance de nouveaux acteurs géopolitiques à la recherche de partenariats avec les pays africains a diversifié les options disponibles pour les nations africaines au-delà des liens traditionnels avec la France. Des pays comme la Russie, la Chine ou l'Arabie saoudite, avec leurs investissements importants et leurs projets d'infrastructure à travers l'Afrique, offrent des voies alternatives de développement et de coopération qui rivalisent avec l'influence historique de la France.

4. Critique de la politique française

Les politiques et les actions de la France en Afrique font l'objet de critiques depuis des décennies, ce qui contribue au rejet de la Françafrique. Les politiques restrictives en matière de visas, la rhétorique anti-immigration, les positions incohérentes sur la démocratie et les droits de l'homme et l'ingérence perçue dans les affaires intérieures ternissent l'image de la France sur le continent. . La perception que la France adopte toujours une attitude condescendante envers les nations africaines en matière de gouvernance et de droits de l'homme ajoute à la désillusion croissante à l'égard de la Françafrique.

5. Des héritages coloniaux persistants

La persistance de l'héritage colonial et des liens historiques alimente également la résistance à la Françafrique. Malgré les faux-fuyants utilisés par les administrations françaises successives pour se distancier des pratiques néocoloniales par une rhétorique telle que la fin de la Françafrique, le soutien continu à des dirigeants de longue date tels que ceux du Gabon ou du Congo-Brazzaville sape ces déclarations. L'association avec les relations coloniales passées entrave la capacité de la France à forger de nouveaux partenariats fondés sur le respect mutuel et l'égalité.

6. Récits externes

Les récits externes propagés par d'autres acteurs mondiaux influencent la perception de la Françafrique. Les critiques d'universitaires américains comme Michael Shurkin, qui soulignent les obstacles supposés causés par l'engagement français en Afrique, ont ajouté du poids aux griefs existants à l'encontre de la Françafrique. Ces discours suggèrent que la présence de la France n'est pas toujours conforme aux meilleurs intérêts des nations africaines, ce qui contribue aux appels à une réévaluation et à un désengagement potentiel.

À la lumière de ce qui précède, nous pouvons déduire que le rejet de la Françafrique découle de l'évolution des perceptions des Africains, du déclin de l'influence de la France, de l'évolution de la dynamique mondiale (offrant ainsi des alternatives de partenariat), des critiques des politiques françaises, de l'héritage colonial persistant (qui affecte les relations) et des récits extérieurs (remettant en question les avantages de l'engagement français).

Pour conclure, il convient de noter que le terme "Françafrique" désigne la sphère d'influence de la France sur ses anciennes colonies africaines, caractérisée par des liens politiques, économiques, militaires et culturels étroits.

Au fil du temps, la Françafrique a été critiquée pour ses prétendues activités corrompues et clandestines, considérées comme une forme de néocolonialisme. Le concept est apparu à l'époque de la guerre froide et a été marqué par des réseaux personnels entre les dirigeants français et africains, des unions monétaires, des accords de coopération et de fréquentes interventions militaires de la France en Afrique. Cependant, après la guerre froide, la Françafrique a commencé à s'affaiblir en raison de divers facteurs tels que les contraintes budgétaires, la surveillance accrue du public, le décès de personnalités clés impliquées dans la Françafrique et les changements dans l'approche de la Françafrique. France dans les relations avec l'Afrique. Aujourd'hui, l'influence de la Françafrique diminue, car la France doit relever le défi de maintenir sa domination historique en Afrique dans un paysage mondial changeant où d'autres pays (Russie, Chine, Inde, Brésil et Arabie Saoudite) s'engagent également avec les nations africaines sur un pied d'égalité.



*Mohamed Lamine Kaba est un expert guinéen en géopolitique de la gouvernance et de l'intégration régionale, spécialiste du Panafricanisme et du Multipolarisme.

* Ndt : soft-power, hard-power et smart-power font référence aux différents types de pouvoir exercés par Françafrique sur le continent africain. Le soft-power concerne l'influence et la persuasion culturelle et politique, le hard-power concerne l'utilisation de la force militaire et économique, tandis que le smart-power combine les deux de manière intelligente. Ces formes de pouvoir ont longtemps favorisé les intérêts de la France en Afrique.

New Eastern Outlook
14 avril 2024
Traduction Bernard Tornare
16 avril 2024

Suite de la page (7)



Hillary et Bill Clinton au Parc Industriel de Caracol

ne pourra pas perdurer. L'État ne peut pas subvenir aux besoins des personnes qui s'y trouvent actuellement, alors que des dizaines, voire des centaines de milliers de personnes tentent de partir ou partent chaque année.

La réalité de ce qui se passerait si cette vanne était fermée n'est pas non plus dans l'intérêt des États-Unis. L'intérêt des États-Unis est d'empêcher les répercussions intérieures d'une grande vague migratoire, et non la migration elle-même.

Tourneur Cal : Dans Aid State, vous écrivez sur l'importance pour les responsables américains de garder Haïti à l'écart de l'actualité. Pourquoi?

Jake Johnston : Il y a des moments où les responsables américains souhaitent vraiment qu'Haïti figure dans l'actualité pour diverses raisons. Après le tremblement de terre, nous avons assisté à un effort d'aide de grande envergure de la part des États-Unis. L'ancien président Bill Clinton était l'envoyé spécial des Nations Unies et Hillary Clinton était très personnellement impliquée dans les efforts de secours.

Lorsqu'il est devenu évident que ces efforts n'étaient pas si efficaces, ils sont devenus un handicap politique dans notre pays. Nous constatons souvent que les décisions de politique étrangère sont prises pour des raisons de politique intérieure. La véritable préoccupation des responsables américains est la suivante : « Comment cela affecte-t-il notre avenir politique chez nous ? » pas : « Quel impact cela a-t-il sur les gens sur le terrain en Haïti ? »

Il y a ici aussi un héritage historique. Tout cela se produit dans le contexte historique d'Haïti, qui a vu la première et la seule révolte d'esclaves réussie, qui a créé une constitution abolissant l'esclavage en 1804 et qui n'a pas été reconnue par les gouvernements du monde pendant des décennies – dans le cas des États-Unis, non pas plus de soixante ans. Nous pouvons considérer les événements actuels comme la continuation d'une politique de longue date consistant à ne pas donner à Haïti la représentation qui lui revient sur la scène mondiale.

Sara Van Horn : Comment la Révolution haïtienne a-t-elle contribué à jeter les bases de l'aide humanitaire actuelle en Haïti ?

Jake Johnston : L'un des coûts de longue date de la révolution est la rançon exigée par la France et que le gouvernement haïtien a accepté de payer en 1825. Cette dette a affaibli financièrement le pays pendant plus d'un siècle. Évidemment, cette dette a beaucoup à voir avec ce que nous voyons aujourd'hui en Haïti : le sous-développement, la faiblesse de l'État.

Il y a aussi une autre façon dont c'est directement lié. Lorsque le gouvernement haïtien accepta de payer cette indemnité à la France en 1825, il avait besoin de revenus pour ce faire. Cela a poussé les dirigeants haïtiens à rétablir le modèle d'économie de plantation d'exploitation dans un Haïti post-révolutionnaire, une dynamique qui caractérise depuis lors la relation entre le peuple haïtien et l'État haïtien.

L'État haïtien n'est pas réellement représentatif du peuple ni responsable devant lui, mais il puise dans sa propre population et nourrit le reste du monde. Ce que j'ai appelé « l'État d'aide » est façonné par les développements contemporains, mais il est en réalité ancré dans la même dynamique que celle que nous observons depuis plus de deux cents ans, où l'État ne répond tout simplement pas au peuple haïtien.

Tourneur Cal : Comment la période post-séisme de 2010 a-t-elle façonné le climat politique actuel d'Haïti ?

Jake Johnston : Nous devons commencer par le processus électoral de 2010. Il y avait encore un million de personnes déplacées à cause du tremblement de terre. Il était clair dès le début que cela allait être un désastre : les gens ne se trouvaient pas à proximité de leurs centres de vote et personne ne savait s'ils pourraient voter en cas de perte de leur carte d'identité. Mais les États-Unis et d'autres donateurs disposaient de beaucoup d'argent sur cette somme – 10 milliards de dollars promis aux efforts de secours et de reconstruction – et voulaient un nouveau gouvernement avec lequel travailler en Haïti.

Ce vote a été, comme on pouvait s'y attendre, un désastre : environ 20 pour cent des voix n'ont même jamais été comptées, le taux de participation était d'environ 20 pour cent et il était extraordinairement serré. Pour clarifier la situation, le gouvernement haïtien a invité l'Organisation des États américains [OEA], un organisme régional basé à Washington mais composé de tous les gouvernements régionaux, sur place pour analyser le vote.

Sans procéder à aucune analyse statistique, ni projection des votes manquants, ni recomptage complet des votes qui avaient été comptés, l'OEA a recommandé de modifier les résultats officiels de l'élection, en éliminant de la course le successeur choisi par [le président sortant] René Garcia Préval, et placer un étranger politique, le musicien populaire Michel Martelly, au second tour des élections. Les États-Unis ont menacé de suspendre l'aide post-séisme si le gouvernement haïtien n'acceptait pas ces recommandations. Finalement, le gouvernement haïtien a acquiescé et modifié les résultats de ces élections, introduisant Martelly à la présidence, où il est resté pendant les cinq années suivantes.

Aujourd'hui, Haïti se trouve dans une situation d'insécurité extrême et d'instabilité politique dans le pays. Pour comprendre d'où cela vient, nous devons revenir à 2010 et à ce processus électoral, aux individus que nous, en tant qu'acteurs extérieurs, avons contribué à mettre au pouvoir pour diriger cet État post-séisme et être en charge de ces milliards de dollars.

Sara Van Horn : Pourriez-vous parler de l'assassinat en 2021 du président Jovenel Moïse ? Quel est le lien avec les conditions que vous décrivez dans le livre ?

Jake Johnston : De larges secteurs en Haïti, des experts juridiques et des groupes de défense des droits de l'homme ont fait valoir que le mandat de Moïse avait pris fin en 2021. Cette question de savoir si le mandat du président d'Haïti a pris fin ou non est évidemment aux Haïtiens de décider. Mais au cours des premières semaines de l'administration de Joe Biden, un porte-parole du Département d'État américain a déclaré lors d'un point de presse que les États-Unis pensaient que le mandat de Moïse se terminerait en 2022 et non en 2021.

C'était l'interprétation américaine de la constitution haïtienne – et il ne s'agit pas seulement de cette déclaration, mais de ce que cette déclaration indiquerait aux acteurs en Haïti. Moïse pourrait refuser de négocier avec le peuple haïtien, parce que le soutien international est tellement déterministe en Haïti, ou du moins perçu comme tel, que lorsque vous l'avez, vous avez le pouvoir d'avancer par vous-même et de ne pas construire les coalitions qui sont nécessaires à une véritable gouvernance.

Six mois plus tard, il est assassiné à son domicile. Je pense que la décision des États-Unis de fournir un soutien inconditionnel à Moïse a certainement contribué aux conditions dans lesquelles le président a été tué.

Cela fait deux ans et demi depuis cet assassinat, et nous voyons à nouveau la même chose se reproduire. Ariel Henry a été nommé premier ministre par Moïse juste avant son assassinat. Environ deux semaines après l'assassinat, la communauté internationale a exhorté Henry à former un gouvernement. Et voilà, en quelques jours, il était Premier ministre, et il l'est toujours depuis.

Mais il n'y a pas d'élus dans le pays, ni d'institutions pour lui demander des comptes. Si nous voulons réellement soutenir une solution dirigée par les Haïtiens, nous devons arrêter de dire aux Haïtiens ce qu'est une solution appropriée.

Tourneur Cal : Voyez-vous cette dynamique se refléter dans la crise politique actuelle en Haïti ?

Jake Johnston: La crise aux multiples facettes que connaît Haïti est directement liée à ces dynamiques. Au cœur de cette situation se trouve un contrat social rompu, un État non représentatif et irresponsable envers le peuple haïtien. Pendant des décennies, l'intervention étrangère a contribué à maintenir un statu quo fondamentalement intenable. Aujourd'hui, l'État aide s'effondre – ce qui était bien entendu inévitable.

Au cours des dernières décennies, la classe politique haïtienne est devenue plus réceptive aux puissances étrangères qu'au peuple haïtien, mais la légitimité imposée de l'extérieur ne durera jamais. Nous le voyons très clairement avec le Premier ministre de facto Ariel Henry, qui devait son autorité à des puissances étrangères. En soutenant ce gouvernement, les États-Unis et d'autres ont poussé Haïti dans un territoire inexploré, avec des conséquences désastreuses pour la population et ont rendu toute résolution encore plus difficile à obtenir.

En même temps, je ne pense pas que nous devrions considérer l'effondrement de l'État-aide comme un problème en soi. Haïti a l'opportunité de construire quelque chose de nouveau, de construire un État conforme aux idéaux qui ont animé la fondation de la première république noire du monde. À bien des égards, le combat se situe aujourd'hui entre remettre le train sur les rails, pour ainsi dire, et construire quelque chose de nouveau. Et malheureusement, ceux qui ont bénéficié du statu quo vont se battre violemment pour protéger leur pouvoir.

*Jake Johnston** est associé de recherche principal au Center for Economic and Policy Research à Washington, DC. Son travail a été publié dans le New York Times, The Nation, ABC News, Boston Review, Truthout, the Intercept et ailleurs.

*Cal Turner** est un écrivain basé à Philadelphie.

*Sara Van Horn** est une écrivaine vivant à Serra Grande, au Brésil.

Jacobin 12 mars 2024

Suite de la page (8)

de droit et à une sécurité durable. Il appelle l'ensemble des acteurs politiques et des parties prenantes en Haïti à se rassembler et à parvenir en priorité à un large consensus. Le Secrétaire général attend avec intérêt la poursuite des préparatifs en vue du déploiement urgent d'un soutien sécuritaire à la Police nationale d'Haïti, par le biais d'une Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité, tel qu'autorisé par la Résolution 2699 (2023) » disait le communiqué de l'ONU.

Par ailleurs, depuis Port-au-Prince, l'ambassade des Etats-Unis donnait lecture du texte publié à Washington par Brian A. Nichol's sur son compte **X** dans lequel celui-ci disait soutenir les démarches des anciens chefs de gouvernement Dr Kenny D. Anthony, Perry Christie et Bruce Golding. En effet, on pouvait lire sur le compte du Sous-Secrétaire d'État américain « *Les États-Unis félicitent le retour du Groupe des Personnalités Éminentes de la Caricom en Haïti. Nous continuons à soutenir les efforts visant à parvenir à un consensus sur une voie politique à suivre et encourageons toutes les parties prenantes à utiliser cette visite pour faire progresser un dialogue constructif dans l'intérêt du peuple haïtien.* » Mais, toutes ces pressions n'étaient suffisantes pour faire plier aucun camp en Haïti. Les uns et les autres avaient résisté à leur façon pour fait échec à cette quatrième mission de la CARICOM à Port-au-Prince. Le samedi 9 décembre, le jour annoncé pour les séances plénières, ça a été un fiasco. Plusieurs acteurs politiques avaient demandé le report de cette séance afin, disaient-ils, de concerter avec leurs bases. Du côté du pouvoir, le Premier ministre, à travers ses représentants, commençait à montrer son agacement devant la volonté des oppositions de faire plier le chef du gouvernement. Finalement, cette première tranche de pourparlers qui aurait dû ouvrir une vraie section de négociation a été annulée.

Durant tous les jours qui ont suivi, les rencontres parallèles se sont poursuivies et diverses mini-séances plénières ont été organisées par les émissaires et différents groupements politiques et des entités clés sur le plan économique et des affaires. Après avoir convaincu tout le monde, surtout les grands porteurs des Accords, les séances plénières s'ouvraient à Montana les lundi 11 et mardi 12 décembre 2023 en présence du Premier ministre, des signataires de l'Accord du 21 décembre, du Groupe Montana représenté par Jacques Ted Saint-Dic au nom du BSA Bureau de Suivi de l'Accord. Mais, coup de théâtre! Dès l'ouverture de ce qui aurait pu être la première grande séance des négociations, Me André Michel, négociateur attitré de l'Accord du 21 décembre et du gouvernement, posait son veto sur le départ éventuel du Premier ministre que réclamait l'opposition plurielle. André Michel ne voulait pas non plus que le Conseil de Transition soit doté de prérogative d'un Pouvoir exécutif par crainte que celui-ci ne se lève un beau jour et renvoie Ariel Henry dans l'hypothèse qu'il resterait en place après un Accord politique commun.

Sans surprise aussi, dès lundi, Jacques Ted Saint-Dic claquait la porte. Le Représentant du Groupe Montana ne voulait pas cautionner la reconduite de Ariel Henry à la tête du pays qui se profilait devant de lui. Dans les médias, il parlait d'escroquerie politique et de piège tendu par les GEP et l'Accord de Karibe. Sur radio *Vision 2000*, invité de Marie Lucie Bonhomme le mardi 12 décembre 2023, il a expliqué les raisons le conduisant à quitter la table des négociations. Tandis que les autres entités de l'opposition, notamment Jean André Victor de MOPOD, expliquaient aussi sur cette même antenne que la CARICOM avait une position partisane. Bref, la grande rencontre plénière avait tourné court.

(A suivre)

Venezuela : Maduro ferme ses sièges diplomatiques et rappelle son personnel en Équateur



Le président, Nicolas Maduro, au cours d'un sommet virtuel de la Communauté des Etats d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), à Caracas, le 16 avril 2024. MARCELO GARCIA / AFP

=Par Luigino Bracci Roa

Le président du Venezuela, Nicolas Maduro, a ordonné ce 16 avril 2024, lors du sommet des chefs d'État, de la CELAC, mardi, la fermeture de l'ambassade du Venezuela en Équateur, ainsi que des consulats à Quito et à Guayaquil et le retour immédiat du personnel diplomatique au Venezuela, «*jusqu'à ce que le droit international soit rétabli de manière expresse en Équateur*».

«*Nous avons un chargé d'affaires, le professeur Pedro Sassone, et d'ici, je lui donne l'ordre de tout préparer, tout fermer et de rentrer*», a indiqué le président vénézuélien.

Le sommet virtuel des présidents de la Communauté des États latino-américains et caribéen (CELAC), a lieu ce 16 avril, en réponse à l'attaque réalisé le 5 avril dernier, par des membres de la police du gouvernement de Daniel Noboa, président de l'Équateur à l'ambassade du Mexique, à Quito, après que le pays d'Amérique centrale ait accordé l'asile politique à l'ancien vice-président Jorge Glas. Les policiers ont frappé le responsable de l'ambassade, Roberto Canseco, et traîné l'ancien vice-président Glas, ce qui est considéré comme une violation des lois internationales sur l'asile politique.

Le 16 avril, Maduro a déclaré que l'acte du président équatorien Daniel Noboa, «*décidé par lui, d'attaquer le territoire du Mexique – son ambassade –, de frapper et de battre son personnel diplomatique au vu et au su du monde entier, de capturer, d'attacher et de torturer le vice-président Jorge Glas, est un acte de barbarie condamné par le monde entier. Il a été absolument condamné. Personne n'est venu défendre ce fait*».

Il a signalé que «*le président Noboa aurait dû montrer son visage aujourd'hui*» lors du sommet virtuel des chefs d'État de la CELAC : «*il aurait du se présenter et prendre ses responsabilités face à l'Équateur, face à l'Amérique latine, aux Caraïbes et au monde. Et il n'a pas montré son visage. Je peux dire qu'il s'est caché et le peuple de l'Équateur doit le savoir. Pourquoi n'a-t-il pas montré son visage ? N'est-il pas responsable de ses actes ?*

Cela vous met-il, Monsieur le Chancelier, en porte-à-faux avec le reste de votre histoire ? Au ministère équatorien des Affaires étrangères, que nous connaissons très bien, qui est rempli de fonctionnaires formés au droit international et à l'idée de Antonio José de Sucre et de Simón Bolívar, les libérateurs de l'Équateur, vous avez sali l'héritage des libérateurs qui sont passés et qui ont rempli l'Équateur de grandeur avec son humble peuple», a-t-il déclaré.

«*Vous charge-t-il vous, chancelier, de salir le reste de votre histoire ?*» a-t-il dit.

Alba Ciudad via Bolivar infos 18 Avril 2024

Les étudiants de Colombia University poursuivent leur campement de solidarité avec Gaza, au mépris de la répression policière

Par Natalia Marques

Le soleil brille une fois de plus sur les étudiants qui occupent la pelouse principale de l'Université de Columbia et qui se poursuivent malgré une forte répression coordonnée.



Campement de solidarité à Gaza. Photo : Wyatt Souers

Le matin du 19 avril, les étudiants de Columbia sont sortis de leurs tentes campées sur la pelouse principale du campus de l'Université Columbia à New York, après avoir tenu bon pendant plus de 48 heures dans ce que les organisateurs ont surnommé le « campement de solidarité de Gaza ». Cette action a été entièrement coordonnée par les étudiants, qui font partie de diverses organisations, notamment Columbia University Apartheid Divest, Columbia Students for Justice in Palestine et Columbia Jewish Voice for Peace.

Vendredi, inspirés par les mesures audacieuses prises par les étudiants organisateurs, les étudiants de l'Université de Caroline du Nord et de l'Université de Miami dans l'Ohio ont commencé à organiser leur propre campement en solidarité avec les étudiants de Colombie et de Gaza. En réponse à la recrudescence des actions de solidarité étudiante, les Étudiants nationaux pour la justice en Palestine ont lancé un « *appel à l'action* » aux étudiants des universités de tout le pays pour « *s'emparer de l'université et forcer l'administration à se désinvestir, pour le peuple de Gaza* ».

Les étudiants ont initialement investi la pelouse à 4 heures du matin le mercredi 19 avril et ont réussi à tenir bon pendant plus de 24 heures. L'énergie sur le terrain au campement a atteint son paroxysme hier soir lorsque les arrestations d'étudiants sur le campus semblaient imminentes. Plus de 400 étudiants ont afflué sur le campus et ont formé une marche autour du campement pour protéger les étudiants d'une éventuelle répression de la part de la police de New York ou de l'administration de Columbia. Les étudiants scandaient « *Nous ne nous arrêterons pas, nous ne nous reposerons pas, nous nous désinvestirons !* » Bientôt, le président de Colombie, Minoushe Shafik, appellerait la police de New York pour arrêter 122 étudiants jeudi après-midi. La police a ensuite confisqué les effets personnels des étudiants, les jetant au hasard dans une ruelle entre les dortoirs du campus.

Après l'arrestation massive, les centaines d'étudiants qui manifestaient leur solidarité autour du campement sont immédiatement passés à l'action. Environ 1 000 personnes se sont rassemblées de l'autre côté de la pelouse pour établir un deuxième campement et ont depuis lors réussi à maintenir la pelouse.

Les derniers étudiants arrêtés ont été libérés jeudi tard dans la nuit, sous les acclamations retentissantes de leurs camarades étudiants et de leurs sympathisants qui se tenaient devant le siège de la police de New York, 1 Police Plaza, en signe de solidarité avec les personnes détenues à l'intérieur.

Tôt le deuxième jour du campement, trois étudiantes du Barnard College, l'université pour femmes qui fait partie du système plus large de l'Université de Columbia, se sont réveillées avec leurs suspensions par courrier électronique et la désactivation de leurs cartes d'étudiant. L'administration de Columbia serait en train d'imposer une nouvelle vague de suspensions à tout étudiant qui tente de récupérer ses affaires.

Les étudiants de Columbia s'inspirent de l'exemple de l'occupation en 1968 du Hamilton Hall de l'université par des étudiants en signe de protestation contre la guerre du Vietnam. Cette fois-ci, les étudiants protestent contre la complicité de leur établissement dans le génocide israélien en cours à Gaza. Leurs exigences sont que « *l'Université Columbia se départisse de toutes ses finances, y compris ses dotations, des sociétés qui profitent de l'apartheid israélien, du génocide et de l'occupation en Palestine* ».

« *Le moral sur le campus est bon. Au départ, les gens s'attendaient à ce que nous saignions les membres le deuxième jour, mais cela ne se produit pas* », a déclaré jeudi à Peoples Dispatch Grant Miner, vice-président du Student Workers of Columbia, le syndicat des étudiants diplômés, peu avant de lui-même arrêté. « *Nous sommes là pour rester jusqu'à ce que nous obtenions le désinvestissement. Nous ne serons pas déplacés tant que nous ne le serons pas par la force ou tant que l'Université Colombia n'aura pas répondu à nos demandes. Aucun compromis.* » Miner a été l'un des derniers à être libéré jeudi soir.

Peoples Dispatch 19 avril 2024

Allemagne : Les autorités ont arrêté le militant juif Udi Raz pour avoir organisé des manifestations pro-palestiniennes dans le pays



Le militant juif Udi Raz

Le résident de Berlin a perdu son emploi après que les autorités allemandes l'ont qualifié d'antisémite pour avoir qualifié « Israël » d'« État d'apartheid ». « *J'ai immigré ici avec la promesse de pouvoir vivre ma vie dans un État progressiste, démocratique et libéral. Depuis le 7 octobre, tous les masques sont tombés. Il est clair que lorsque nous parlons de l'Allemagne, nous ne pouvons plus parler de démocratie* », a déclaré Udi Raz, un militant antisioniste « né en Israël » de 34 ans, dans une vidéo en ligne.

Raz a été licencié de son poste de guide touristique au Musée juif de Berlin après avoir qualifié l'occupation israélienne de la Cisjordanie d'« apartheid ». Raz, qui a grandi à Haïfa, avait le sentiment qu'un dur système d'apartheid l'entourait. Le traitement inférieur réservé aux Palestiniens l'a perturbé et l'a contraint à émigrer en Allemagne.

Il pensait que l'Allemagne était un pays libre qui croyait en l'égalité, mais avec le temps, ses convictions se sont effondrées. « *L'Allemagne ne promeut que les Juifs prêts à tenir un discours anti-musulman.* « *Les Juifs qui ne perçoivent pas les musulmans comme des ennemis sont considérés comme une menace non seulement pour la nation allemande mais aussi pour les Juifs eux-mêmes* », a déclaré Raz, cité par Middle East Eye.



Le chirurgien anglo-palestinien Ghassan Abu-Sittah

Raz est un éminent militant juif pour la paix à Berlin. Son groupe Voix juive pour une paix juste au Moyen-Orient, qui dénonce diverses formes d'injustice, y compris la répression des Palestiniens par le régime sioniste, a été qualifié d'« antisémite » par le gouvernement allemand. « *Notre compte bancaire a été suspendu par notre banque. Sparkasse. Cela fait suite à une longue histoire de sanctions et de désinvestissements contre nous, l'une des plus grandes organisations juives d'Allemagne* », a déclaré Raz.

« *Les manifestations que nous avons enregistrées ont été interdites et nos membres ont été arrêtés et interrogés par la police allemande. Contrairement aux dirigeants du Hamas, le gouvernement allemand ne fait pas de différence entre le sionisme et le judaïsme.* »

Les autorités allemandes ont arrêté Raz la semaine dernière après avoir annulé et interdit la conférence de trois jours du groupe sur la Palestine. La conférence devait accueillir l'éminent chirurgien anglo-palestinien Ghassan Abu-Sittah. La police berlinoise l'a annulé dans les deux premières heures de vendredi.

Le gouvernement allemand a arrêté et expulsé Abu Sittah, qui devait parler de son travail et de son expérience après le 7 octobre dans la bande de Gaza déchirée par la guerre. Abu Sittah a écrit sur son compte X vendredi et a déclaré qu'il était détenu dans un aéroport de Berlin et qu'il ne pourrait pas assister à la conférence, où il a été invité à parler « *de mon travail dans les hôpitaux de Gaza* ».

Almanar 19 avril 2024

Yémen : Des foules de personnes défilent en soutien à la Palestine

Des foules de personnes ont manifesté ce vendredi à Sanaa, la capitale du Yémen, et dans d'autres gouvernorats de ce pays dans le but de réaffirmer leur soutien au peuple palestinien.

Les organisateurs de la marche ont publié une déclaration informant de la continuité des efforts de solidarité et des manifestations de soutien au peuple palestinien, et en même temps, sanctionnant l'attaque et le blocus israélien de la bande de Gaza.

De même, la déclaration a réaffirmé la position de la population du Yémen en désaccord avec l'injustice et en solidarité avec la population palestinienne.

Le texte sanctionne la position de certaines nations arabes qui soutiennent Israël, appelle à accroître la sensibilisation au soutien de la nation palestinienne et demande aux Yéménites de ne pas résister aux politiques de la puissance occupante.

De même, le message reconnaît les forces armées yéménites pour leurs actions de solidarité avec le peuple palestinien et demande à la marine et à l'armée de l'air yéménites de continuer à éperonner les navires soutenant Israël jusqu'à ce que les attaques cessent et mettent fin au siège de la population civile de Gaza.

Le communiqué célèbre les actions épiques des courants de Résistance en Palestine, au Liban et en Irak, exprime ses condoléances au chef du bureau politique du Hamas, Ismail Haniyeh, dont les enfants et petits-enfants ont été assassinés par les forces d'occupation israéliennes, et salue la correspondance et le soutien des dirigeants des factions palestiniennes.

Télésur 20 avril 2024



À Sanaa, la capitale du Yémen, des manifestants sont descendus dans les rues en brandissant des drapeaux yéménites et palestiniens.

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

ATTORNEY

INJURED IN AN ACCIDENT? Don't Accept the insurance company's first offer. Many injured parties are entitled to major cash settlements. Get a free evaluation to see what your case is really worth. 100% Free Evaluation. Call Now: 1-888-454-4717. Be ready with your zip code to connect with the closest provider

HEALTH

Attention: VIAGRA and CIALIS USERS! A cheaper alternative to high drugstore prices! 50 Pill Special - Only $99! 100% guaranteed. CALL NOW: 1-855-399-2582

HEALTH

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 1-855-399-2719

HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-819-7060

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

BEAUTIFUL BATH UPDATES in as little as ONE DAY! Superior quality bath and shower systems at AFFORDABLE PRICES! Lifetime warranty & professional installs. Call Now! 1-855-399-2076

MISCELLANEOUS

DIRECTV Sports Pack - 3 Months on Us! Watch pro and college sports LIVE. Plus over 40 regional and specialty networks included. NFL, College Football, MLB, NBA, NHL, Golf and more. Some restrictions apply. Call DIRECTV 1-888-534-6918

MISCELLANEOUS

Get Boost Infinite! Unlimited Talk, Text and Data For Just $25/mo! The Power Of 3 5G Networks, One Low Price! Call Today and Get The Latest iPhone Every Year On Us! 844-329-9391

SERVICES

PEST CONTROL: PROTECT

Curiosités américaines

Par David Brooks

L'autorité immorale

Washington continue de se faire des illusions sur son autorité morale à déclarer ce qui est bien ou mal dans le monde, ce qui viole ou non le droit international. Il fait de grandes déclarations, applique des sanctions et menace de recourir à la force militaire les gouvernements qui ne se conforment pas à ce qu'il considère comme des normes et des lois mondiales.

Le président américain et son équipe ont dénoncé l'attaque de l'Iran contre Israël ce week-end comme une violation du droit international. M. Biden est retourné d'urgence à la Maison-Blanche samedi et a publié une photo de lui et de son équipe dans une salle de crise - toute la chorégraphie de guerre familière et bien répétée. Bien que tout cela ait été agrémenté d'une rhétorique morale, il n'est pas exclu qu'une grande partie de cette action ait eu un aspect plus pratique pour un président qui cherche à se faire réélire en novembre et qui est à égalité ou à la traîne dans les sondages : il est soudain devenu le commandant en chef à la tête des forces du bien dans le monde. Il a également contribué à changer le récit de la complicité d'Israël dans un génocide et, avec l'aide de la quasi-totalité des médias grand public, Gaza a été évincée des premières pages et remplacée par Israël attaqué.

La rhétorique morale de la défense des grands principes internationaux est désormais employée contre l'Iran, l'ennemi du jour et l'adversaire de tout ce qui est bon et que Washington défend, mais comme cela a été prouvé à maintes reprises, les États-Unis décident quand le droit international et d'autres normes sacrées s'appliquent ou ne s'appliquent pas. Par exemple, ils n'ont jamais dénoncé l'attaque illégale d'Israël contre le consulat iranien en Syrie, ce qui a justifié la riposte de Téhéran ce week-end. En outre, Washington a non seulement nié qu'Israël violait le droit international et humanitaire à Gaza - ce qui est presque universellement condamné - mais continue de fournir les bombes et autres munitions nécessaires. Et même sa proclamation unilatérale et mensongère selon laquelle la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU sur le cessez-le-feu n'est pas contraignante a été étonnante.



Le président des États-Unis, Joe Biden (assis au centre), en réunion d'urgence avec son cabinet de sécurité nationale ce week-end pour analyser la situation après l'offensive iranienne contre Israël. Photo Adam Schultz/ The White House/Ap.

Mais une telle partialité n'est pas nouvelle. Rien qu'au cours des vingt dernières années, la guerre lancée contre l'Irak avec la tromperie officielle, les missions d'assassinat par drone, les cas de torture à Abu Ghraib et Guantanamo, les enlèvements clandestins de personnes soupçonnées de terrorisme dans le monde entier ont tous violé le droit international et les normes internationales, mais restent impunis jusqu'à ce jour. Les journalistes et les fuites qui ont osé documenter ou divulguer ces actes et missions illégaux, comme Assange, Snowden et Manning, entre autres, ont été emprisonnés ou exilés.

Malgré tout, la rhétorique officielle reste inchangée, les États-Unis insistant sur le fait qu'ils sont les gardiens pratiques et moraux de la liberté, de la démocratie et de l'ordre international. Chomsky a résumé la position américaine sur le droit international : quand ils le font, c'est un crime ; quand nous le faisons, ce n'en est pas un.

« *Nous aimons la guerre... Nous aimons la guerre parce que nous savons la faire, et nous savons la faire car nous avons beaucoup de pratique. Ce pays n'a que 200 ans et nous avons déjà eu 20 guerres majeures... Et c'est une bonne chose que nous soyons bons à cela ; nous ne sommes bons à rien d'autre... nous ne pouvons pas construire une voiture décente... nous n'avons plus d'industrie sidérurgique, nous ne pouvons pas éduquer nos jeunes, nous ne pouvons pas fournir de soins de santé à nos vieux, mais nous pouvons bombarder la merde de votre pays... Surtout si votre pays est plein de gens bruns... c'est notre nouveau travail dans le monde : bombarder les gens bruns* ». Irak, Panama, Grenade, Libye, si vous avez des personnes brunes dans votre pays, dites-leur d'être en alerte ou nous allons les bombarder". Le grand humoriste George Carlin, qui a également dit : lutter pour la paix, c'est comme baiser pour la virginité.

Il semble que l'establishment politique américain n'ait pas réalisé, ou ne veuille pas réaliser, que pour une grande partie du monde, et même pour de nombreux Américains, son autorité, si tant est qu'elle ait jamais existé, est devenue plutôt immorale.

La Jornada 15 Avril 2024
Traduction Bernard Tornare
18 Avril 2024












Fè atansyon ak bisiklèt elektrik.
Yo akselere vit.
Mete brenn sou ou anvan ou derape.
Pou pwoteje tèt ou ak lòt moun, fè atansyon lè w ap akselere ak ralanti, pa monte twotwa yo, epi suiv tout lwa sikilasyon yo.
Pou jwenn plis enfòmasyon ale sou nyc.gov/ebikes.
NYC
Eric Adams Mayor
NEW YORK CITY DOT
Ydanis Rodriguez Commissioner
VISION ZERO
Building a Safer City